

No 42 du 15 novembre au 29 novembre 1978

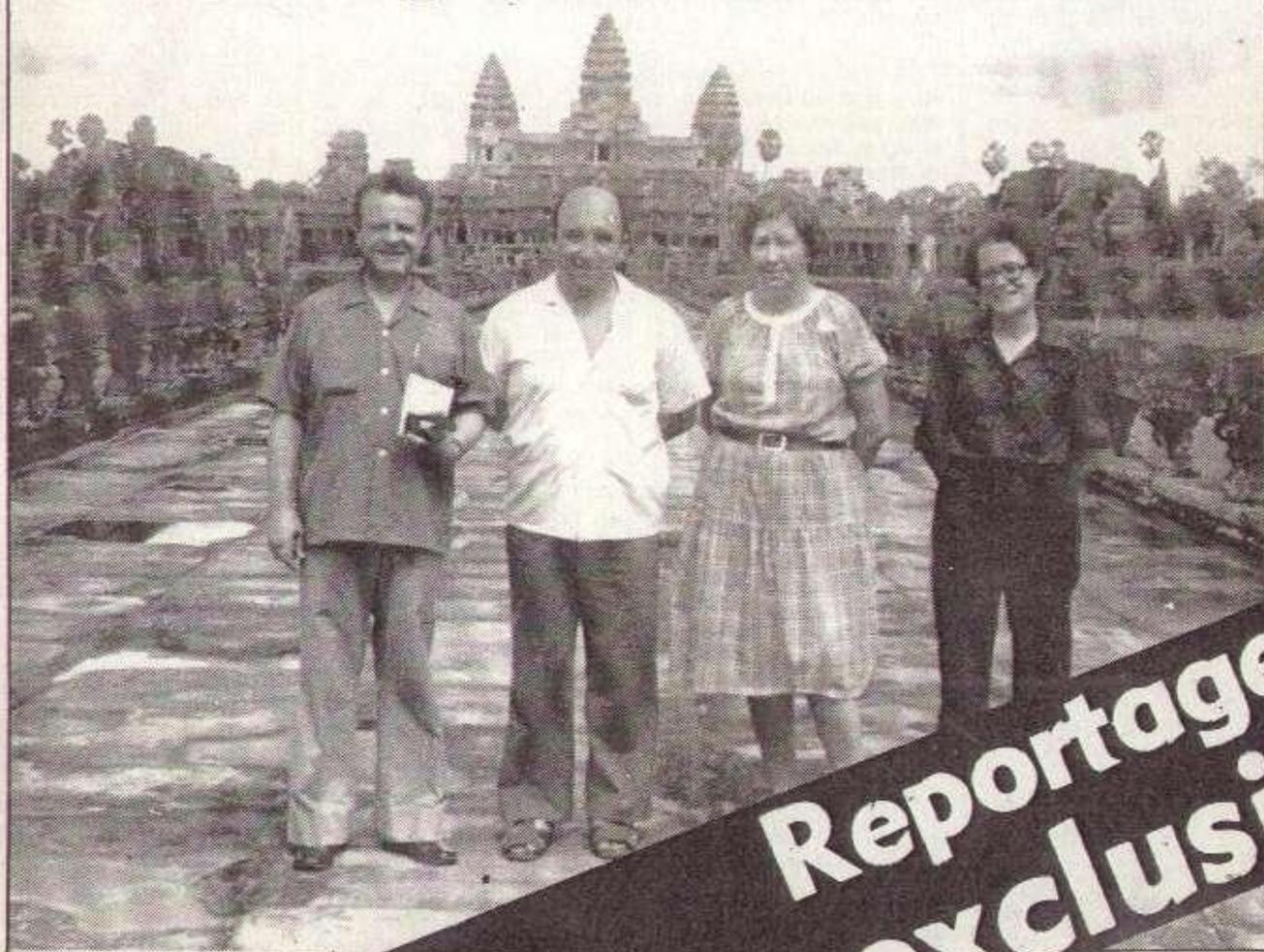
BIMENSUEL 3 Francs

l'Humanité Rouge



Supplément à l'Humanité rouge No 972.

La vérité sur la situation au Kampuchea (Cambodge)



**Reportage
exclusif**



Courrier des lecteurs

A propos de l'Europe

Par rapport au bimensuel et à propos de l'Europe, j'ai lu avec intérêt le courrier des lecteurs du No 37 et la réponse d'Henri Jour.

Je suis du Midi moi aussi et j'étais en partie d'accord avec mon camarade narbonnais, même si ce que disait Claude Lebrun dans l'éditorial (No35) était juste, ce que je pense, cela ne pouvait convaincre personne, il assénait des vérités que seul quelqu'un de convaincu pouvait accepter.

Face à cela, j'ai beaucoup apprécié la réponse d'Henri Jour au camarade narbonnais, en regrettant seulement qu'elle n'ait pas été en meilleure place (bien que je lise souvent en tout premier le courrier des lecteurs) et surtout qu'un article aussi clair et aussi explicatif, un article qui montre bien que les deux aspects de l'Europe ne sont pas à mettre sur le même plan, qu'on peut être résolu pour l'un (l'Union européenne contre les deux superpuissances) tout en combattant fermement les conséquences de l'autre (la restructuration) qu'un tel article donc avec ses références historiques à Lénine soit publié plus tôt, car cet article clair m'a permis ainsi qu'à d'autres camarades de mieux comprendre l'Europe, alors que les précédents articles n'arrivaient pas à me satisfaire dans leurs explications.

Un point toutefois : il me semblait plus explicite de dire dans nos slogans :

« Oui à l'Union européenne contre les deux superpuissances ! »

Non au chômage, non aux licenciements, non à l'exode, non à la répression ! »

Plutôt que « Oui à l'Union européenne ! Non au chômage... »

Entièrement d'accord avec toi pour le mot d'ordre « Oui à l'Union européenne contre les deux superpuissances ! »

A propos de la Chine

Le bimensuel sur la Chine : J'ai été déçu. L'article sur la politique extérieure était bon parce qu'il portait bien des questions que se posent les gens sur la Chine ; par contre les articles sur la situation intérieure en Chine restaient trop abstraits. J'ai lu en même temps le récent numéro d'Aujourd'hui la Chine qui était bien meilleur, plus vivant, plus concret, plus convaincant. Les articles de notre dossier ont le mérite de bien replacer la Chine d'aujourd'hui dans le développement historique, mais nous restons sur notre faim sur des questions qui viennent sur toutes les lèvres, comme celle-ci : pourquoi la suppression des comités révolutionnaires dans les usines ?

Beaucoup de personnes, y compris parmi nos camarades, raisonnent à partir de ce qu'ils croient être des principes révolutionnaires : par exemple, beaucoup ne comprennent pas que la Chine se mette à emprunter aux banques des pays capitalistes. Je pense qu'il pourrait être utile, pour éclairer cette question, de rappeler la politique mise en œuvre par Lénine avec la NEP (dans des conditions tout à fait différentes), politique allant jusqu'à accorder des concessions (mines usines...) aux capitalistes étrangers. Cela aiderait, je

pense, à faire tomber quelques préjugés sur ce que sont les « principes ».

En espérant avoir aidé à votre travail.

Salutations fraternelles
Un camarade

Nous avons bien conscience que beaucoup d'informations et d'explications restent à apporter sur la situation intérieure en Chine. Nous y contribuerons par un prochain dossier sur « l'enjeu de la modernisation ».

En attendant voici une liste d'articles récents parus dans Pékin information qui apportent de précieux éléments de compréhension sur les interrogations des amis de la Chine :

- No 34 : « cadres, ser-

viteur du peuple » Page 27

- No 40 : « Balayer les obstacles à la pratique du centralisme démocratique » Page 24

- No 41 : « Les marxistes et l'intérêt matériel » page 5 ; « Pourquoi la Chine importe techniques et équipements » page 18

- No 42 : « Pour accomplir une grande tâche » discours de Teng Siao-ping au 9^e congrès de la Fédération des syndicats) page 5 ; « Pourquoi n'y a-t-il plus de comités révolutionnaires dans les usines ? » page 12

- No 43 : « Prendre exemple sur Mao Tsé-toung » (Chou en-lai - 1949) page 7 ; « A propos de rouge et expert » page 15

Camarades

Voici un dessin d'une lectrice fidèle de notre presse : qu'a-t-elle de si extraordinaire ? Eh bien, elle a 84 ans, habite une petite maison de la banlieue de Lille et lit l'Humanité rouge, en particulier le bimensuel, régulièrement, depuis trois ans. A chaque fois qu'on le lui porte, elle donne 1 ou 2 F en plus en souscription au journal.

Il faut dire qu'elle et son mari, décédé en 1959, avaient adhéré au PCF entre les deux guerres. Celle de 1939 et l'occupation allemande les vit tous les deux se lancer, en dépit des dangers, dès la première heure, dans la Résistance. Son mari fut arrêté, il s'évada et passa dans la clandestinité jusqu'à la fin de la guerre ; elle-même fit un an de prison à Loos.

Après la Libération, ils comprirent tous deux qu'il se passait des choses peu claires dans le parti : discrètement, on mettait sur la touche les militants dévoués qui avaient acquis une trop grande autorité, une trop grande notoriété auprès des masses du fait de leurs activités de résistants. Écœurés, ils finirent par quitter le PCF vers les années

1956.

Depuis qu'elle lit notre presse, elle a repris espoir : son seul regret, c'est de n'avoir pas dix ans de moins pour se lancer dans l'action. Son espoir, c'est de vivre suffisamment longtemps pour voir son idéal se réaliser.

Un lecteur



PS. Je l'ai dessinée tandis qu'elle lisait le bimensuel sur la Chine.

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

L'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Bimensuel du Parti Communiste Marxiste-Léniniste

La France des luttes

- Editorial : Au-delà d'un congrès Page 25
- PME et monopoles Pages 26-27
- SFP : Les travailleurs restent vigilants Page 24
- Handicapés : Loi d'orientation, vivre avec 50 % du SMIC ! Page 28

Dans ce numéro

Editorial

- Notre place est aux côtés du Kampuchea et de la Chine Page 5

Nouvelles intérieures

- L'armée à Paris : nouvelle escalade contre le droit de grève Page 7
- Histoire de trous Page 8
- Antisémitisme : « Le ventre est encore fécond » Page 9

International

- Pour le retour de leur patrimoine culturel aux pays du tiers monde Pages 10-11
- Iran : les dernières cartes du Shah Pages 20-21
- Guadeloupe : Un nouveau plan du colonialisme français Pages 22-23

Culturel

- La ballade des Dalton Page 29
- Note de lecture : « Nous Noirs-Américains évadés du ghetto » Pages 30-31

Economie

- Le dollar de mal en pis Pages 4-6

Histoire

- Émile Drouillas dit « Laporte » Page 32
- Un militant communiste.

Dossier

- Cambodge-Kampuchea : Trois ans après la Libération Pages 12 à 17
- « Survivre le peuple cambodgien »
- Un livre non crédible Pages 17 à 19



L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris Cedex 18
CCP : 30 226 72 D La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépôt légal 3^e trimestre 78
Direction de publication
André Lignier

Directeur politique : Jacques Jurquet. Rédacteur en chef : Henri Jour. Rédacteurs : Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Forest, Serge Laforge, Guy Lobregon, Philippe Leclerc, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Pierre Marceau, Henri Mazereau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. Secrétaire de rédaction et maquettiste : Guy Lanrivain. Administration : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. Imprimerie La Nouvelle.

Le dollar

De mal en pis....

En ce moment, le dollar fait beaucoup parler de lui. Il vient de crever le plancher, il est descendu au-dessous de 4 F. pour ensuite remonter le lendemain sous l'effet des mesures prises par les USA, l'Allemagne et le Japon. Que signifie cette baisse du dollar pour les économies capitalistes des pays européens ? Pourquoi, quand le dollar baisse, le mark se révalue-t-il ? Quelle conséquence tout cela aura-t-il sur la mise en place du système monétaire européen ?

Les accords monétaires internationaux de 1944 ont attribué une position hégémonique au dollar ; celui-ci devenait monnaie internationale et de réserve. Dès lors, il n'était guère possible de faire autre chose pour les autres pays capitalistes que d'utiliser, comme monnaie dans les échanges internationaux, le dollar (Cf encadré ci-contre). Cela illustre bel et bien la situation privilégiée du dollar sur toutes les autres monnaies, situation qui n'est que le reflet du caractère de superpuissance des USA. Mais, là où le bât blesse, c'est que l'impérialisme US se trouve relativement en perte de vitesse, l'économie US est malade et le dollar vient exprimer monétairement cet essoufflement en accusant une baisse constante, tandis que les monnaies des concurrents les plus sérieux des monopoles US, allemands et japonais, se hissent au premier rang des monnaies mondiales et deviennent les points forts du système monétaire international.

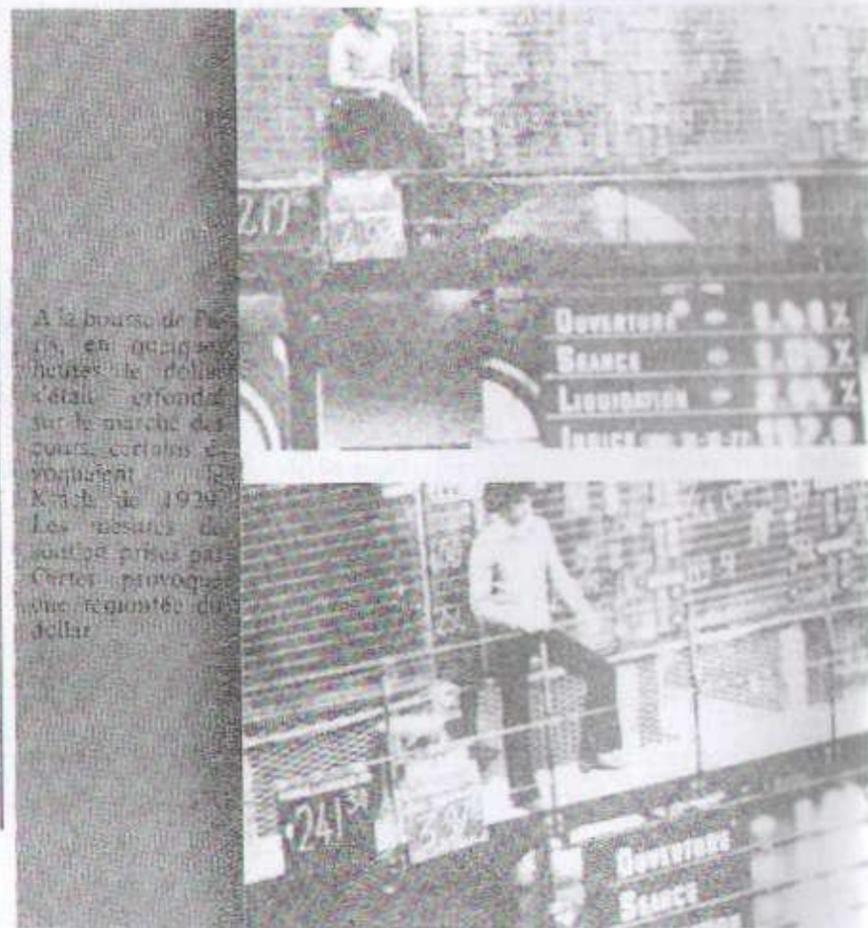
Certes, le gouvernement US tente d'exploiter cette baisse pour redresser les exportations. Les monopoles US utilisent la dégringolade du dollar comme arme de guerre commerciale, vendent plus à l'étranger et parviennent à piquer temporairement des marchés jusque-là chasses-gardées de l'Europe, comme, par exemple, en matière de ventes de biens d'équipements mécaniques.

**La baisse du dollar :
une arme commerciale
contre les monopoles
du second monde**

Dans le domaine du matériel des travaux publics ou du machinisme agricole, par exemple, les monopoles US deviennent imbattables au Proche-Orient. Dans le domaine des télé-

seurs, dont les monopoles japonais constituent de gros concurrents, le prix des téléviseurs fabriqués aux USA a baissé d'un tiers sur le marché japonais.

Une telle baisse du dollar peut donc avoir pour effet de développer les exportations des monopoles US au détriment des monopoles européens et japonais d'une part, et d'autre part de freiner les importations de produits industriels et de biens d'équipement devenus de plus en plus cher. Cela signifie donc pour les monopoles du



A la Bourse de Paris, en quelques heures le dollar s'est effondré sur le marché des cours, certains s'effondrent à 124 F. Les mesures de soutien prises par l'Etat provoquent une remontée du dollar.

second monde :

* Une concurrence de plus en plus aiguë entre eux et les monopoles US ;

* Une diminution des débouchés de leurs produits vendus aux capitalistes US en raison de la baisse des achats que ceux-ci effectuent à l'étranger.

Toutefois, la glissade du dollar ne peut se poursuivre de façon illimitée sans se retourner contre les intérêts mêmes des monopoles US.

Une arme à double tranchant

En effet, la baisse du dollar favorise l'implantation de firmes étrangères aux USA. La baisse du dollar, c'est aussi le résultat, au niveau intérieur, d'une inflation galopante ; cette inflation peut, au-delà d'un certain seuil, conduire à une hausse des coûts de production et rogner ainsi les profits des monopoles US. D'autre part, le gouvernement US ne peut faire fi indéfiniment du rôle particulier du dollar : en tant que monnaie internationale, le dollar doit jouer un rôle plus stable et moins perturbant. Ainsi, les mesures qui viennent d'être prises par le gouvernement US pour freiner la dégringolade du dollar furent, pour une grande partie, le résultat des pressions du second monde - Europe et Japon ensemble - sur les autorités américaines. (Suite page 6)

Notre place est aux côtés du Kampuchéa et de la Chine !

La victoire de la paix, de l'indépendance des nations et de la liberté des peuples en Asie, face à l'agression soviétique aujourd'hui, voilà qui nous concerne tous directement. Il suffit pour s'en convaincre de penser à la modification de la situation qu'a représentée naguère la victoire des peuples du Kampuchea (Cambodge), du Vietnam et du Laos sur l'impérialisme américain. Le triomphe de ces petits pays a signifié un renforcement décisif du tiers monde tout entier dans sa lutte pour une indépendance véritable avec le recul de l'impérialisme américain, premier gendarme dans le monde à l'époque.

Elle a eu pour conséquence aussi un certain renforcement, face aux deux superpuissances, des pays capitalistes développés d'Europe et du Japon, mais qui se sont vus obligés d'établir des rapports d'un type différent avec le tiers monde.

Cette victoire a représenté, en définitive, un pas en avant pour les forces révolutionnaires dans le monde.

Cependant, dans la rivalité interimpérialiste entre les deux superpuissances, la défaite de l'impérialisme américain a profité, dans une certaine mesure, au social-impérialisme. Le traité signé entre Vietnamiens et Soviétiques vient d'en apporter la confirmation.

Comme hier celles des Etats-Unis, les attaques du social-impérialisme contre le Kampuchea et ses provocations contre la Chine, par l'intermédiaire du Vietnam, nous concernent directement. Il est frappant de constater que, dans une large mesure, la tactique employée pour préparer une occupation du Kampuchea rappelle l'occupation de la Tchécoslovaquie. C'est au nom d'un prétendu appel de l'intérieur du Kampuchea que Hanoï et Moscou veulent occuper Phnom Penh.

Ses desseins sont en partie semblables : s'étendre en Asie dans le but de s'emparer de ses richesses, contrôler les voies de passage entre l'océan Indien et le Pacifique, encercler la Chine.

Face à cette nouvelle offensive soviétique, le Kampuchea et la Chine constituent l'obstacle principal.

Le peuple du Kampuchea, sous la direction de son Parti communiste, en défendant farouchement son pays face à l'agression déclenchée par les dirigeants vietnamiens, téléguidés par Moscou, gêne l'avance de l'URSS en Asie du Sud-Est.

Quant à la Chine, sa politique de ferme appui au Kampuchea démocratique d'une part, mais aussi de front uni avec les autres pays de la région d'autre part, en fait un rempart solide contre l'URSS.

La signature du traité de paix et d'amitié sino-japonais qui comporte une clause essentielle contre l'hégémonisme a constitué un grand pas en ayant dans ce domaine. L'accueil chaleureux réservé à Teng Siao-ping dans ses visites aux pays de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) et les prises de position des dirigeants de ces Etats témoignent, par ailleurs, qu'ils sont inquiets face aux pressions soviétiques et vietnamiennes et qu'ils trouvent dans la Chine un ferme encouragement à la résistance. La politique de front uni de la Chine porte ses fruits et se traduit par l'isolement de l'URSS et de ses valets vietnamiens.

Ainsi donc, en défendant la paix, l'indépendance des nations et la liberté des peuples en Asie, le Kampuchea et la Chine défendent, en définitive, notre propre paix, notre indépendance et notre liberté. Notre place est à leurs côtés.

Pierre DELAUBE

Mais toutes ces mesures que peuvent prendre le gouvernement US pour enrayer la baisse vertigineuse du dollar risquent fort de provoquer un ralentissement de l'activité économique américaine. Là encore, pour les monopoles européens, cela risque d'entraîner une baisse de leurs exportations, donc un problème de débouchés de leurs produits.

Tout cela illustre bel et bien la faillite du dollar qui n'est plus à même de jouer son rôle de monnaie internationale de réserve.

La faillite de la position hégémonique du dollar

Cependant, l'impérialisme US n'accepte pas de bonne grâce que le dollar perde sa position hégémonique. Sa politique est simple : elle consiste à se décharger le plus possible sur les pays européens. Si le dollar est faible, c'est la faute aux autres. Ainsi, en 1973, c'était la faute aux pays de l'OPEP qui ont augmenté le prix du pétrole. Mais, comme le prix du pétrole reste stable deux années durant, la faute revient alors au Japon et à la RFA qui n'ont qu'à moins exporter. Autrement dit, être moins compétitif par rapport aux firmes US (cf. les pressions exercées, fin 1977, par les USA contre la RFA et le Japon). « *A vous de payer. Je ne veux rien savoir.* » C'est ainsi que l'on pourrait résumer l'attitude, jusqu'ici, de l'impérialisme US vis-à-vis des pays européens.

Les réévaluations du mark et du yen

Chaque baisse du dollar entraîne une réévaluation des monnaies plus fortes, le mark et le yen. En effet, si le dollar a moins de valeur, avec le même nombre de marks ou de yens, on peut en acheter plus. C'est donc la réévaluation de ces monnaies, sans parler des fonds spéculatifs qui viennent renforcer encore leur réévaluation. Ce n'est pas de leur plein gré que la RFA et le Japon réévaluent leur monnaie : ils y sont contraints par l'attitude passive de l'impérialisme US à l'égard du dollar. Or, la réévaluation comporte pour ces pays de nombreux désavantages :

• *Les produits importés deviennent moins chers. Les capitalistes préfèrent donc acheter à l'étranger les produits nécessaires à leur fabrication, moins chers que sur le marché national. D'où risque de problèmes de débouchés intérieurs des produits nationaux ;*

• *Les prix à l'exportation augmentent par rapport aux autres*

monnaies. Si bien que les produits exportés s'écoulent plus difficilement et que les exportateurs voient leurs profits rogner.

Ainsi, une revalorisation excessive naissée de pointe (automobiles, électronique), l'effet a commencé à se faire sentir dès que la valeur du yen a augmenté de 18 % par rapport au dollar. Pour les monopoles allemands, Volkswagen et BMW commencent à souffrir de leur prix élevé sur le marché mondial.

Donc, la baisse du dollar ou, réciproquement, la hausse du mark ont pour effet de baisser la compétitivité des monopoles allemands. Il en résulte un risque d'un ralentissement de l'activité économique allemande.

Toute l'Europe affectée

Or, un tel ralentissement restreindrait les échanges commerciaux allemands avec le reste des pays européens. Rappelons, par exemple, que plus de 40 % des échanges mondiaux de la France sont effectués avec la RFA et le Bénélux.

Ainsi, une revalorisation excessive du mark a des répercussions sur le reste des pays européens qui risquent fort d'être touchés par une activité économique plus faible du capitalisme allemand, même si la RFA reste indubitablement le premier exportateur mondial.

Au total, la baisse du dollar ou la réévaluation du mark ne peuvent plus garantir aucune stabilité des échanges commerciaux et monétaires. Ils viennent frapper durement les intérêts des monopoles européens. Cela fonde la nécessité de l'instauration d'une zone de stabilité monétaire en Europe.

La mise en place d'une telle zone permettra de faire fluctuer de concert toutes les monnaies européennes face aux vagues de fluctuations du dollar. Ainsi, ces monnaies seront solidaires et feront toutes ensemble front aux mouvements du dollar.

Lors de la toute récente dégringolade du dollar, les monopoles européens ont bien compris la nécessité pour leurs intérêts de mettre sur pied ce futur système monétaire européen. En ce sens, la baisse du dollar a contribué à favoriser ce projet européen. Elle a permis d'amoindrir les réticences de l'Italie et de la Grande-Bretagne.

Les conséquences pour le tiers monde

Toutes les ventes par le tiers monde de matières premières sont réglées

en dollars. Chaque baisse du dollar signifie pour le tiers monde une réduction considérable des revenus tirés de ces ventes. On estime, par exemple, que le Koweït perd aujourd'hui deux millions de dollars par jour pour ses ventes de pétrole et l'Arabie Saoudite trois fois plus. Face à de tels manques à gagner en raison de la baisse du dollar, un réajustement du prix du pétrole s'impose.

Catherine LEMAIRE

LES ACCORDS MONÉTAIRES DE BREITON WOODS DE 1944

C'est à partir de ce jour que :
— Le dollar est devenu l'étalon de référence. Avant, toutes les monnaies étaient définies par rapport à l'or (par exemple, 1 £ égale cinq dollars, etc.). Et, seul le dollar pouvait être échangé contre de l'or.

— Le dollar est devenu monnaie internationale de réserve : le dollar devient le principal moyen de paiement pour les échanges internationaux entre pays capitalistes. Les pays capitalistes doivent donc en avoir en réserve pour acheter (importer) et vendre (exporter) à l'étranger.

— Les USA profitent de cette situation privilégiée du dollar, monnaie internationale de réserve, pour en exporter d'énormes quantités.

— C'est le plan Marshall, après la Deuxième Guerre mondiale, sous forme d'aide massive économique et militaire en Europe.

— Ce sont les investissements des firmes US dans le monde entier.

— Ce sont des dépenses extérieures considérables de l'impérialisme US en raison de sa politique de guerre et d'invasion.

Pour toutes ces raisons, le dollar inonde le monde entier. Tous ceux qui détiennent des dollars les échangent contre de l'or et le métal jaune US s'enfuit à l'étranger. En 1971, les réserves d'or n'étaient plus que de 10,2 milliards de dollars. Les dollars hors des USA, s'élevaient à 64,2 milliards de dollars et étaient cinq fois supérieurs aux réserves d'or américaines ! On comprend que les USA étaient obligés d'arrêter la possibilité d'échanger le dollar contre de l'or...

L'armée à Paris

Une nouvelle attaque contre le droit de grève

Alors que les conducteurs de benches de ramassage des poubelles étaient en grève depuis quinze jours, Chirac demandait l'intervention de la troupe pour ramasser les ordures ménagères et briser la grève.

3 000 soldats étaient envoyés à Paris en application du plan « aspirateur ». Ce n'était pas pour casser la grève, ont essayé d'expliquer certains gradés, mais pour faire œuvre de propreté. La réalité est toute autre. C'est bien pour briser la grève des conducteurs que l'armée est intervenue. C'est bien contre les grévistes et contre leurs revendications, que Chirac ne veut pas satisfaire, que les appelés ont été réquisitionnés. Les soldats, évidemment, sont tenus dans l'ignorance des causes de la grève. Mais est-ce étonnant s'il en est ainsi ? Est-ce étonnant si le pouvoir fait jouer à l'armée le rôle de briseuse de grève ? L'armée n'est pas au-dessus des classes, elle n'est pas neutre. On le voit avec cette grève. Si, aujourd'hui, le pouvoir la fait intervenir contre une grève, il n'hésiterait pas, s'il le fallait, à l'utiliser de façon brutale contre le peuple. En Mai 1968, De Gaulle n'avait-il pas renforcé et mis en état d'alerte les effectifs militaires autour de Paris pour faire face à toute éventualité et les lancer contre les grévistes, les manifestants, etc. ? Car l'armée est fondamentalement le pilier du pouvoir de la bourgeoisie et son rôle principal est de protéger ce pouvoir contre le peuple. Il est aussi de protéger les intérêts de l'impérialisme français à l'étranger. Les exemples ne manquent pas où l'on voit l'armée dans son véritable rôle. C'est le cas en Iran où le Shah ne conserve son pouvoir que grâce à l'appui de l'armée.

Des appelés sous surveillance

Pour en revenir à la grève des éboueurs, le pouvoir a pris soin de réquisitionner des appelés appartenant à des régiments stationnés loin de Paris et venant de l'Est et d'Allemagne. Mais, cependant, cela ne l'a pas empêché d'être inquiet. Les soldats ont eu à subir un encadrement nombreux et répressif. Les 3 000 appelés étaient sous la surveillance de 900 policiers militaires pendant le ramassage des poubelles.

A leur arrivée à la gare de l'Est, celle-ci était quadrillée de CRS et de

gardes-mobiles. La sécurité militaire était présente. Un vrai climat de mobilisation. Le pouvoir craint comme



Dans une rue de Paris, au petit matin. (Photo HR)

Les revendications des éboueurs

A l'appel de la CGT le 15 octobre, 1 500 conducteurs de benches du service de ramassage des poubelles se mettaient en grève. Quelles étaient leurs revendications (dont certaines remontent à 1970) :

— Une seule classification au lieu de quatre actuellement

(appelées 3,4,5,6). La classification demandée est celle du groupe 5. Une telle revendication est unificatrice et tend à réduire les différences injustifiées de salaire.

— La retraite à 55 ans pour tous et non pour une seule catégorie comme actuellement.

Pendant la grève des éboueurs, manifestation devant la mairie de Paris.



la peste toute désobéissance et tout refus des soldats de jouer le jeu.

Solidarité avec les grévistes

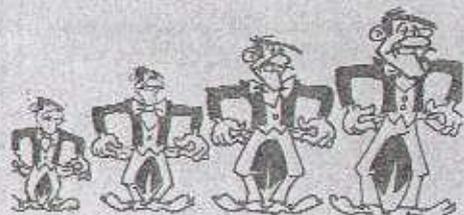
L'aspect répressif de cet encadrement, les mauvaises conditions de travail ont fait que les appelés ont ramassé les ordures plus qu'à contre-cœur. De ce fait, le plan « aspirateur » a été peu efficace. Mais cela n'est pas suffisant. Les soldats doivent être solidaires des grévistes. Pour cela, ils doivent connaître leurs revendications et en apprécier la justice. Il faut que les appelés comprennent que chaque intervention de l'armée est un coup de plus porté au droit de grève.

Henri MAZERAU

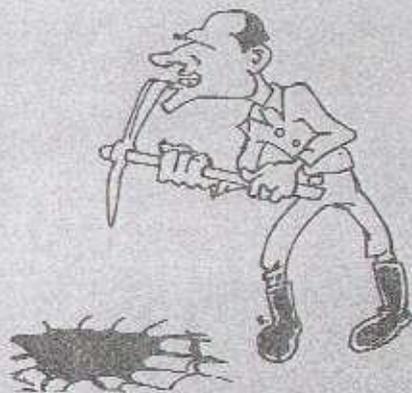
Histoire de trous

Les Dalton-Willot ont des trous dans leur poche

Ce n'est pas Lucky Luke qui le dit, mais la très sérieuse COB (Commission des opérations en Bourse). Quelques centaines de millions de francs lourds de déficit ! Ça ne les empêche pas, après avoir acheté Boussac, d'acheter une chaîne de magasins aux USA. Il est vrai qu'ils sont sur le point d'embaucher un bouche-trou : le directeur du cabinet de d'Ornano, un certain J. Dorman. Dis-moi qui tu fréquentes, je dirai qui tu es !



« Faut boucher le trou ! » a dit le chef cantonnier. Chirac à propos du plus beau trou de l'histoire de Paris, trou dans lequel il a d'ailleurs précipité Monsieur Ricardo Bofill, honorable architecte d'avant-garde (paraît-il), lequel « se voyait déjà en tête de l'affiche ». Foin du monumental et de l'imaginatif. Non : pour notre chef-cantonnier, il faut du robuste, du simple « de type HLM », a-t-il précisé.



Même dans les sondages

Il y aurait aussi des trous dans les sondages, notamment dans celui que *L'Express* a confié récemment à l'IFOP sur le thème « Les Français jugent Raymond Barre, sa personnalité et sa politique économique » : sept questions auraient disparu sur « un coup de barre » magique ; trois autres auraient été reformulées. Soyons sérieux : c'est très certainement pour que ne se développe pas chez les travailleurs un culte exagéré de la personnalité.

Prescription sur les trous

Il s'agit-là des trous dans les murs des locaux de notre confrère *Le Canard Enchaîné* par lesquels s'insinuaient les fameux micros. La prescription a été décidée par la cour d'appel d'Amiens, en donnant raison à Alain Peyrefitte. Bravo pour la tenacité du *Canard Enchaîné* qui se pourvoit en cassation.

Notons au passage, sur ce sujet, un livre intéressant de J. M. Partanto aux Presses de la Cité : « Les secrets des écoutes téléphoniques ».



D'autres bouchent des trous (les leurs)

Et parmi eux, des maîtres en la matière : les sociétés de construction immobilière. Sans attendre la libération des loyers, telle compagnie d'assurances exige, dès maintenant, de 15 à 25 % de hausse, suivie par telle autre société d'investissement. La plus raffinée est cependant la SIMCO, filiale du groupe Suez, dont les petites annonces fleurissent les colonnes du *Figaro* et qui gère des milliers d'appartements dans la région parisienne. Elle n'expulse pas ses locataires, mais leur offre des renouvellements de bail, assortis de hausses plus que substantielles. Or, le refus équivaut à une rupture de contrat de location !

Joël FABIEN



Antisémitisme

«Le ventre est encore fécond»

Certains pensaient peut-être avoir oublié, d'autres l'espéraient. Mais l'interview complaisamment accordée à *L'Express* par le fasciste Darquier de Pellepoix a remis l'antisémitisme au cœur de l'actualité. Le racisme antijuif n'est pas mort !

« 6 millions de juifs disparus ? Une invention pure et simple ! Une invention juive !... A Auschwitz on n'a gazé que des poix... J'avais un but humanitaire. Il fallait se débarrasser de ces mêtèques... Des regrets de quoi ? Je ne comprends pas votre question. » Ces propos odieux de Darquier ont suscité une vive réaction, sans doute par leur caractère ouvertement cynique et provocateur.

Ne pas banaliser

La protestation gagna même les milieux officiels. Giscard et Barre se sentirent obligés de mettre en garde la presse. De nombreuses organisations antiracistes ou d'anciens combattants protestèrent contre la publication de tels propos, contre l'impunité dont bénéficie en fait celui qui en fit plus contre les Juifs que les nazis eux-mêmes et coule aujourd'hui des jours paisibles en Espagne.

L'interview accordée par Simone Veil au journal *Le Matin* et à d'autres organes de presse fut, dans ce cadre, très remarquée. « Il ne faut banaliser ni le racisme ni les racistes » a déclaré celle qui fut déportée encore enfant, parce qu'elle était juive et de famille antinazie.

C'est que l'antisémitisme existe aujourd'hui encore. Souvenez-vous de cette campagne antijuive qui gagna il n'y a pas si longtemps une ville comme Orléans. N'oubliez pas les tombes juives peinturlurées de croix gammées par des anonymes militants d'extrême-droite. Des « petits faits » comme cela, il y en a beaucoup et l'idée que tous les Juifs sont avarés, riches commerçants ou banquiers exploités existe encore.

L'antisémitisme est, comme tout racisme, un fait de société qui a ses

racines économiques et politiques. Dans l'Allemagne nazie d'avant-guerre en crise, les Juifs ont été choisis comme boucs émissaires par les monopoles allemands et le parti hitlérien qui les représentait au gouvernement. Et on a vu à ce moment-là que l'antisémitisme diffus qui se répand peut prendre alors des proportions énormes et systématiques, parce qu'il existe les racines pour cela.

De l'Ouest à l'Est

L'antisémitisme n'est-il pas aujourd'hui même érigé en système dans des pays de l'Est comme la

Pologne ou l'URSS ? Au pays du dictateur Brejnev, un économiste soviétique se répand depuis deux ans en invectives dans la très officielle « *Komsomolskaia Pravda* », organe du parti russe pour la jeunesse : « Il est bien connu que le Konzern (1) sioniste-maçonnique contrôle 80 % de l'économie et 95 % des moyens d'information du monde capitaliste. »

Cet individu, dénommé Valéry Emelianov, est membre du Parti communiste russe. Il a entre autre dressé une liste des membres du gouvernement américain en joignant à côté de chaque nom la mention « juif » ou « marié à une juive » ou « membre de la Loge maçonnique ».

En Allemagne de l'Ouest, n'existe-t-il pas des groupes fascistes qui recopient scrupuleusement la propagande hitlérienne antijuive ? En France, le *Front national* de Jean-Marie Le Pen, ne s'en est-il pas pris à Simone Veil parce qu'elle condamnait Darquier de Pellepoix et l'antisémitisme ?

Oui, l'antisémitisme existe encore, le combattre fait partie intégrante de notre lutte de communistes pour la liberté et la dignité de l'homme contre les régimes exploités les plus cruels.

(1) Monopole.

P.L.



Le sinistre fasciste Darquier de Pellepoix est responsable de la mort de millions de personnes.



Pour le retour de leur patrimoine culturel aux pays du tiers monde

La soumission des nations par les puissances colonisatrices et impérialistes s'est accompagnée tout au long de l'histoire par le pillage des richesses culturelles de leur peuple. Le patrimoine culturel des pays conquis ou dominés a ainsi pris le chemin des métropoles impérialistes. Aujourd'hui, ces pays, libérés pour la plupart du joug du colonialisme et en lutte pour leur indépendance totale, réclament la restitution de leurs biens culturels. Cette revendication fait partie intégrante de la lutte des peuples du tiers monde pour leur libération.

Du 30 septembre au 7 octobre dernier, un colloque de l'UNESCO s'est tenu sur ce thème à Palerme, en Sicile, sur lequel un de nos lecteurs a attiré notre attention.

Que font les frises du Parthénon dans le British Museum de Londres, les œuvres d'art africaines ou asiatiques au Louvre, les temples Mayas au musée de l'université de Harvard ?

Ils ont été arrachés à leur pays d'origine à la suite de conquêtes militaires, volés ou achetés abusivement.

De calmes rapines

Les armées impérialistes étaient souvent accompagnées de collectionneurs et experts qui s'y entendaient pour piller les plus belles pièces archéologiques des pays conquis. Plus pacifiquement, les musées ou les trafiquants divers, travaillant pour eux ou pour des collectionneurs particuliers, n'hésitent pas à employer les derniers perfectionnements techniques pour voler les objets les plus divers et démanteler des temples entiers. De nos jours, ce pillage est encore bien vivant. Ainsi, les musées américains n'hésitent pas à envoyer de véritables expéditions en Amérique centrale, par exemple, où les temples mayas sont sciés et les bas-reliefs et sculptures envoyés par hélicoptère vers le nord.

Plus simplement, ils ont parfois recours à l'achat auprès d'autorités locales qui vendent le patrimoine de « leur » peuple.

Ce pillage ne se fait guère au nom de « l'amour de l'art » de quelques passionnés mais au nom de « l'amour du profit ». Les œuvres

d'art sont, en effet, considérées comme des objets d'une fructueuse spéculation dans ce qu'on appelle le « marché » d'art.

Face à ce pillage, les pays du tiers monde se sont souvent dotés de lois punissant le trafic des œuvres d'art.

Le droit à recouvrer le patrimoine culturel

Le directeur de l'UNESCO, Amadou Mahtar M' Bow, avait lancé à ce sujet un appel demandant la restitution des œuvres d'art aux pays victimes d'expropriation, le 7 juin 1978 :

« Éléments architecturaux, statues et frises, monolithes, mosaïques, poteries, émaux, jades, ivoires, ors gravés, masques — de l'ensemble monumental aux créations de l'artisan — les œuvres enlevées étaient plus que des décors ou des ornements : elles portaient témoignage d'une histoire, l'histoire d'une culture, celle d'une nation dont l'esprit se perpétuait, se renouvelait en elles. »

Les peuples victimes de ce pillage parfois séculaire n'ont pas seulement été dépouillés de chefs-d'œuvre irremplaçables : ils ont été dépossédés d'une mémoire qui les aurait sans doute aidés à mieux se connaître eux-mêmes, certainement à se faire mieux comprendre des autres.

(...) Aussi bien ces hommes et ces femmes démunis demandent-ils que leur soient restitués au moins

les trésors d'art les plus représentatifs de leur culture, ceux auxquels ils attachent le plus d'importance, ceux dont l'absence leur est psychologiquement le plus intolérable.

Cette revendication est légitime » affirmait-il.

Il appela alors les gouvernements à conclure des accords bilatéraux pour le retour des biens culturels dans les pays qui les ont perdus.

C'est dans cette optique que le colloque de l'UNESCO, à Palerme, qui a réuni des directeurs de musée, des archéologues et des universitaires, a étudié les modalités par lesquelles les pays pourraient rentrer dans la possession de leurs biens. Le principe même de cette restitution a été unanimement reconnu par les participants, au moins pour les objets les plus représentatifs de chaque civilisation.

Certains, cependant, ont posé des conditions à cette restitution exigeant notamment des garanties sur la future conservation des œuvres d'art en « oubliant » ainsi le pillage et les destructions pratiquées par les colonialistes en ce domaine. Pour l'UNESCO, ce sont les pays détenteurs de ces biens qui doivent apporter aux pays qui en ont besoin l'assistance technique nécessaire pour tous les aspects de la sauvegarde et pourvoir à la formation des professionnels qui en sont responsables.

Déjà certains pays ont conclu des accords bilatéraux allant dans ce sens. Il en est ainsi pour la Belgique et le Zaïre, ou l'Australie et la Papouasie-Nouvelle Guinée, par exemple.

Pierre DELAUBE

Détail d'une stèle de la culture maya (600 à 900 de notre ère), découverte au Guatemala. Elle avait été acquise par un musée américain. Elle a été restituée en 1970.



Cette amulette en ivoire qui se trouvait dans un musée en Belgique a pu être restituée aux musées du Zaïre. Elle est caractéristique des populations vivant dans la vallée du Kwilu, qui étaient réputées pour leur art de sculpter l'ivoire.



Figurine royale désignant le roi M'Bop qui a régné vers les années 1900, dans la région zaïroise du Kasai. Cette figurine se trouvait dans un musée belge.



Céramique dont on situe la fabrication entre 800 et 1200. Elle avait été trouvée au nord de Panama. Le musée de Peabody (États-Unis) en a consenti la cession temporaire au patrimoine historique de Panama par un contrat de dix ans renouvelable.

Ces deux poupées funéraires qui faisaient partie des collections d'un musée en Californie ont été remises en 1977 au consul général du Pérou.





LA DÉLÉGATION DU PCML DEVANT LE TEMPLE D'ANGKOR-WAT.

Kampuchéa démocratique (Cambodge)

Trois ans après la Libération

La délégation du Parti communiste marxiste-léniniste a été la première délégation française à se rendre au Kampuchéa depuis la Libération en 1975, à l'invitation du Comité central du Parti communiste du Kampuchéa (PCK).

Notre délégation a séjourné une semaine au Kampuchéa du 9 au 16 septembre derniers. Huit jours, c'est évidemment très court pour saisir la réalité et la complexité de la société nouvelle qui s'édifie dans ce pays depuis sa libération de l'impérialisme américain et du régime corrompu de Lon Nol il y a maintenant trois ans.

La complexité de la société nouvelle

Trois ans, c'est peu aussi pour accumuler des expériences et en tirer des bilans dans des domaines aussi vastes que la liquidation des ravages dus à la guerre et la construction d'une économie socialiste, la défense de l'indépendance nationale à nouveau menacée, la construction de rapports nouveaux entre les hommes dans un pays qui a une histoire, à plus d'un égard profondément originale par rapport à d'autres pays d'Asie du Sud-Est.

Nous ne prétendons donc pas

avoir tout connu, tout compris, tout saisi de l'édification de la société nouvelle au Kampuchéa, des orientations adoptées et des problèmes rencontrés dans leur application au cours de cette courte semaine.

Mais une semaine, c'est déjà mieux que rien. Et, en ce moment, tant de choses s'écrivent sur le Kampuchéa dans notre pays à partir de rien ! A partir de « témoignages » plus que suspects d'anciens collaborateurs affichés du régime pourri de Lon Nol et des Américains ou de réfugiés affolés par une propagande forcée et dont le « témoignage » se résume plutôt à « j'ai entendu dire... » ou « je connais quelqu'un qui a vu... », qu'à des faits observés de façon directe et irréfutable.

Réfléchissons, par exemple, une minute à cette ridicule affirmation, reprise doctement par Jean Lacouture, selon laquelle « 80 % des femmes cambodgiennes aujourd'hui n'auraient plus de règles et seraient devenues stériles à la suite du traumatisme des massacres ». Que diable peu-

vent-ils en savoir tous ces gens qui n'ont pas mis les pieds au Kampuchéa depuis sa libération ?

Notre modeste témoignage de huit jours nous a permis de visiter une maternité, d'apercevoir les crèches et les jardins d'enfants des coopératives, de croiser sur les routes nombre de paysannes enceintes ou allaitant leur bébé, d'entendre les plus hauts dirigeants du pays nous expliquer que la faible démographie est un obstacle au développement économique et la nécessité de faire passer le plus vite possible la population du pays de 8 millions d'habitants à 20 millions. Tout cela n'est qu'un élément à verser au dossier, mais il est quand même plus fondé que l'affirmation péremptoire et non démontrée des « 80 % des femmes cambodgiennes qui... » !

Nous sommes allés écouter

Certes, nous ne sommes pas allés partout au Kampuchéa. Mais nous

avons quand même beaucoup circulé en peu de temps et parcouru plus de 1 000 km, notamment en voiture, ce qui donne une bonne idée des réalisations d'un pays à la superficie relativement modeste. Nous sommes allés notamment dans la province de Kompong Cham qui a une frontière commune avec le Vietnam et serait le centre du prétendu « soulèvement général » annoncé à Radio-Hanoï.

Sur la route, nous nous sommes arrêtés très souvent de façon impromptue et chaque fois que nous le souhaitions. Et la route, au Kampuchéa, est le lieu principal de vie et d'animation. Il y en a peu et c'est sur leurs bords que s'alignent les maisons des coopératives, que circulent les groupes de paysans, que jouent les enfants, que l'on fait la pause à l'abri du soleil, que s'installent, en plein air, les petites menuiseries des coopératives.

Nous avons visité de nombreux ouvrages hydrauliques, des chantiers en pleine activité, une distillerie d'herbes médicinales, une usine de médicaments, une usine de latex et une plantation d'hévéas.

A Phnom Penh, nous avons pu circuler librement, seuls quand nous le voulions, visiter la maternité et l'hôpital pour enfants malades, l'école nationale d'électricité et les lieux historiques de la capitale. Nous avons pu poser partout toutes les questions que nous voulions aux travailleurs dont un certain nombre comprenaient le français.

Nous avons vu que Phnom Penh n'est pas totalement vide et reste soigneusement entretenue, que les temples d'Angkor n'ont pas été détruits ou abandonnés comme on l'a si souvent écrit mais que des équipes permanentes s'affairent à leur entretien.

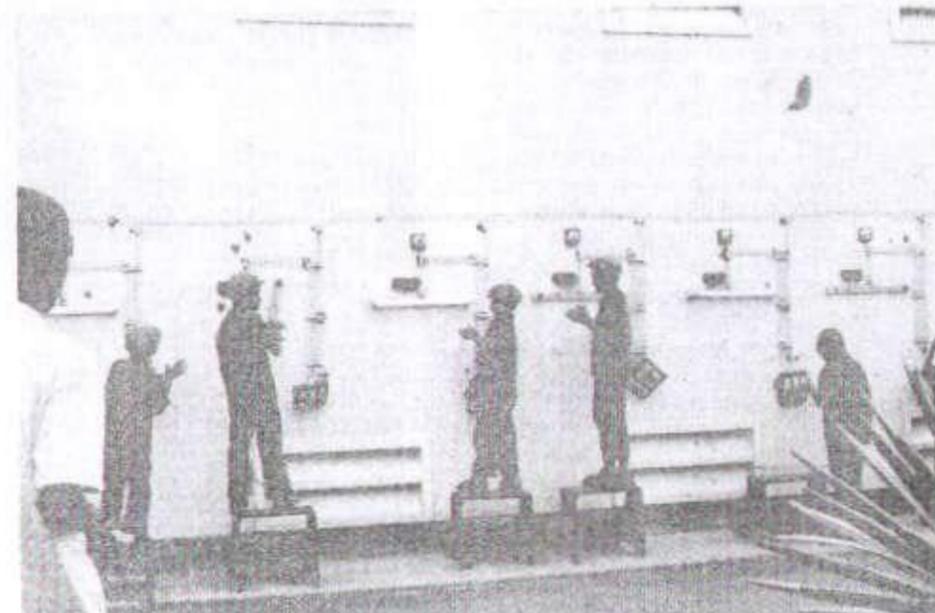
De longs entretiens avec les dirigeants du Parti

Enfin, nous avons eu de longs entretiens avec deux des principaux dirigeants du Parti et de l'État, Pol Pot, secrétaire du Comité central du PCK et premier ministre, Yeng Sary, membre du Comité permanent du Comité central du PCK et ministre des Affaires étrangères.

Préoccupés de pouvoir répondre de façon satisfaisante aux multiples questions qui ne manqueraient pas de nous assaillir à notre retour, nous leur avons exposé très franchement les multiples interrogations, inquiétudes qu'expriment même des amis sincères du peu-



Un peuple qui travaille dur mais pour lui-même. Ci-dessus (Photo The Call) des femmes au travail rencontrées sur une route. Ci-dessous (Photo HR) : éducation à l'école nationale d'électricité.



ple kampuchéan devant l'ampleur de la propagande qui se déverse contre leur pays.

C'est tout cela que nous nous efforçons de répercuter depuis notre retour, d'une façon que nous voulons effectivement sérieuse et objective, car nous ne pouvons prétendre convaincre les gens sincères qu'en cherchant, avec eux, la vérité dans les faits. Cela n'exclut pas pour autant un point de vue sur les choses et même un brin de pas-

sion. Nous comprenons et nous soutenons la lutte actuelle que mène le peuple du Kampuchéa pour défendre une indépendance menacée, poursuivre sa révolution, édifier le socialisme. Pourquoi ceux que le combattent par une haineuse propagande et pour lesquels l'injure remplace souvent la démonstration seraient-ils les seuls à jouir du privilège d'être reconnus « sérieux et objectifs » ?

Annie BRUNEL

Ce que nous avons vu et compris

Agnie Brunel revient du Kampuchea (Cambodge) : elle faisait partie de la délégation du PCML. Dans un entretien, Jean Schibert lui pose les questions qui reviennent le plus souvent dans les discussions avec les gens. Elle donne des éléments de réponse.

Depuis trois ans et demi, les mass-médias bourgeois n'arrêtent pas de parler de gigantesques « massacres » organisés par les « Khmers rouges ». Que peut dire la délégation à ce sujet ?

C'est effectivement une question qu'il faut poser avec beaucoup de gravité car, pas plus que d'autres, nous n'avons soutenu la lutte de libération du peuple du Kampuchea pour le voir victime d'une répression féroce et aveugle ou réduit à un nouvel esclavage.

J'ai déjà signalé la prudence que suscitent nombre de ces fameux témoignages répandus par des milieux proches de la CIA ou extorqués contre un visa de séjour en Occident.

Nous avons rappelé à nos camarades cambodgiens — ils étaient parfaitement au courant — le tapage orchestré dans notre pays sur cette question. Ils nous ont répondu que nous avons pu circuler librement dans plusieurs provinces observer les paysans, et les ouvriers et parler avec eux, et nous faire déjà un début d'opinion par nous-mêmes pour savoir si le peuple soutenait ou non le parti et le gouvernement.

Ils nous ont réaffirmé que la ligne fondamentale du parti communiste kampuchéen était de s'appuyer sur le peuple, de mobiliser toutes les forces vives de la nation. C'est seulement ainsi que nombre de problèmes vitaux jamais résolus par l'ancienne société, comme celui de la nourriture et du paludisme par exemple, ont déjà été réglés pour l'essentiel.

Ils ont attiré notre attention sur un autre fait : si le peuple était vraiment victime de mauvais traitements, privé de liberté, massacré, n'aurait-il pas tenté de se soulever lors de la puissante agression vietnamienne de janvier 1978 ? Au contraire, à la stupéfaction de plus d'un observateur, malgré la puissance de l'offensive et le rapport de forces défavorables au Kampuchea, les agresseurs viet-

namiens ont connu une défaite incontestable au cours de cette première offensive.

Certes, nous n'étions pas présents au Kampuchea dans les mois qui ont suivi sa libération, pas plus d'ailleurs que nombre de ceux qui crient au « massacre » et au « génocide », mais nous pouvons quand même exprimer un certain point de vue.

Le peuple cambodgien a terriblement souffert durant les cinq années de la guerre d'agression américaine. Il a connu les bombardements démentiels, l'exode, la misère et la faim, la prison, la torture et la mort (plus de 10 % de la population a été tuée !)

Une petite minorité de traîtres a épousé la cause des impérialistes US et participé au martyre du peuple qu'ils exploitaient déjà de mille manières, et notamment par l'usure, auparavant. A la Libération, le peuple avait des comptes à régler avec ces tortionnaires.

Une certaine répression était inévitable, comme celle qui a eu lieu dans notre pays, envers les collaborateurs des bourreaux nazis à la Libération.

Y a-t-il eu des excès ? C'est possible. On peut même penser que c'est probable. N'oublions pas que cela s'est passé ainsi au début de la Révolution chinoise. Le tome V des œuvres du Président Mao Tsé-toung reproduit des textes de cette époque comprenant de nombreux appels aux paysans à « ne pas couper injustement les têtes car les têtes coupées à tort ne repoussent pas. » C'est donc qu'il s'en coupait, et beaucoup qui n'auraient pas dû l'être. De même, Chou En lai affirmait en 1949 :

« Sur le problème des exécutions, il fallait tuer ceux qui persistaient à commettre des méfaits et que tous haïssaient. Mais on n'aurait pas dû fusiller les autres. Or, on n'a pas fait de distinction ni calmé les masses excitées, de sorte qu'on a tué trop de gens. Notre cause en a été affectée parmi les paysans, en premier lieu parmi les paysans moyens ».

On le comprend aussi à la lecture de l'extraordinaire « Fanshen » de l'écrivain américain, William H. Ton. Observant le début de la révolution dans un petit village de Chine du Nord, il décrit la col des paysans « battant à mort » non seulement des propriétaires fonciers mais des membres éloignés et indistes de leur famille, non seulement de gros propriétaires, mais aussi des paysans moyens injustement assimilés à l'ennemi, non seulement des collaborateurs japonais mais des gens accusés ou soupçonnés sans preuve d'avoir collaboré avec eux.

Mais à travers de telles vicissitudes, ce qui est décisif pour l'avenir d'un peuple, c'est la ligne suivie par son parti dirigeant. Pousse-t-il le peuple dans une voie sectaire, dogmatique et fondant l'ami et l'ennemi, alors son avenir sera sombre et amer. L'éduque-t-il à définir correctement les cibles de sa révolution, à unir tout ce qui peut être utile pour la révolution, à résoudre correctement les contradictions existant au sein du peuple ? Alors son avenir sera brillant.

De ce que nous savons de l'expérience passée du Parti communiste du Kampuchea, du vaste front uni qu'il a su forger et diriger dans la lutte de Libération, parce que nous avons observé et entendu au cours de ce bref voyage nous sommes revenus avec conviction que la ligne fondamentale actuelle du parti communiste du Kampuchea, va dans un sens de progrès pour son peuple.

Les mêmes mass-médias disent que les nouveaux dirigeants ont transformé le Kampuchea, pour la population restante, en un gigantesque « camp de concentration », quelles ont été les observations de la délégation sur l'organisation du travail ?

Au Kampuchea, désormais on travaille collectivement. C'était une tradition ancienne dans les villages, qui a été encore développée par les souffrances subies en commun pendant la guerre. Tout au long de la route nous avons vu les travaux en commun effectués dans les rizières, sur les chantiers hydrauliques.

Près de Kompong Thon nous avons passé un long moment sur l'un de ces chantiers parmi 4 000 jeunes gens, jeunes filles de 15 à 22 ans accomplissant cette tâche sous la

FLAGRANT DELIT !

Dans le numéro 172 de la dernière semaine d'octobre, l'hebdomadaire *Afrique-Asie* publie un article de l'écrivain australien, Wilfred Burchett, sur le Kampuchea. Celui-ci énumère une série de douze noms de militants kampuchéens connus et « traités » comme des ennemis « par le nouveau régime », c'est-à-dire exécutés « à la hache ou mieux plus simplement en écrasant les têtes des victimes avec des haches, des bêches ou des gourdins, comme l'ont rapporté d'innombrables témoins directs ».

Parmi ces noms figure celui de Ok Sakun, bien connu en France, où il était chef de la mission du GRUNK.

Nous sommes heureux d'apprendre à *Afrique-Asie* et à Wilfred Burchett — qui prend la précaution de dire qu'« en raison de l'impossibilité de se rendre sur place » il peut y avoir des erreurs dans la liste citée — que nous avons pu nous « rendre sur place » et nous entretenir longuement avec Ok Sakun, comme en témoigne la photo ci-contre. Voilà au moins un « témoin direct » pris en flagrant délit de mensonge !



Ok Sakun (au centre) nous faisant visiter les jardins de la pagode d'argent. Phnom Penh. Septembre 1978.

direction d'ouvriers spécialisés. Ils appartiennent à des « brigades mobiles » de la jeunesse qui quittent momentanément leur coopérative pour réaliser de grands travaux à l'échelle du district ou de la province.

Certains de ces barrages qui ont transformé le visage de la campagne ont ainsi employé jusqu'à 30 000 personnes pendant plusieurs mois. On supplée par la multiplication des bras, à l'absence de moyens mécaniques. On a ainsi procédé en Chine, et on le fait toujours dans les secteurs où la mécanisation est encore insuffisante.

Certes, de tels travaux sont durs. Les jeunes de ce chantier alignés sur de longues files en mouvement perpétuel, transportaient à la palanche du ciment, hissé du creux d'un vallon au

sommet du barrage.

Dans les rizières aussi le travail est pénible les pieds dans la boue, les reins cassés vers le sol et le soleil qui tape sur la tête. Dans les usines on travaille partout en 3X8 avec une journée de repos tous les dix jours. A la campagne on est debout à 5 heures du matin pour nettoyer et réaliser divers travaux d'entretien avant de partir aux rizières. Les enfants aussi, tout en étudiant une partie de la journée, donnent un coup de main à la production, selon leurs possibilités.

C'est dur oui, mais avant aussi le peuple kampuchéen travaillait dur et désormais c'est pour lui qu'il travaille. Déjà, grâce à ses efforts, il mange à sa faim, il est soigné, il apprend à lire, ce sont aussi des

droits fondamentaux de l'homme, on l'oublie trop souvent.

On dit qu'il n'y a plus de monnaie. Pourquoi ? Et comment est donc organisé l'approvisionnement de la population ?

Il n'y a en effet plus de monnaie en usage actuellement au Kampuchea, cette situation avait déjà cours dans les zones libérées avant 1975. Les propriétaires fonciers et les usagers avaient continué de spéculer, rachetant la production de riz pour la revendre aux troupes de Lon Nol. La suppression de la monnaie dans ces zones a permis aux patriotes le contrôle effectif de la production des principaux produits : le riz, le sel, les tissus.

Cette pratique continue jusqu'à ce jour. Pour bien la comprendre, il faut connaître la situation concrète du Kampuchea. Ruinée par la guerre, l'économie est embryonnaire, il n'y a que fort peu de biens à répartir et ces biens sont de première nécessité. Ils sont distribués à chacun dans le cadre des unités de production : la coopérative ou l'usine. Lorsque chacun a touché sa ration de riz et de sel ses vêtements et étoffes, il ne reste plus grand chose à répartir. Une telle situation est sans doute conjoncturelle et connaît de nouveaux développements avec le progrès de la production et sa diversification.

Pendant deux ans et demi, le Kampuchea s'est fermé à tous les étrangers. Ses responsables n'ont pas donné au monde beaucoup d'informations sur ce qui se passait. Pourquoi ?

Là encore, il faut voir les choses concrètement. Le Kampuchea, pays pauvre du tiers monde, est sorti de la guerre avec une économie totalement ruinée : 80 % des usines détruites, 65 % des plantations d'hévéas saccagées, 50 % des animaux de labours tués. Et savez-vous qu'avant la guerre, avant ces destructions le revenu annuel d'une famille de paysans représentaient tout juste le prix d'achat d'un pantalon de toile ? Ce sont des réalités qu'on a du mal à saisir tant elles sont loin de nos propres réalités de pays développés !

Aujourd'hui encore il n'y a 15

pas de PTT au Kampuchea. Il y en aura bien sûr, mais un peu plus tard, quand on pourra.

Et à nouveau, c'est la guerre qui monopolise beaucoup de forces pour défendre les frontières. Il fallait donc d'abord faire face aux premières urgences, la première de toute étant de produire du riz pour que chacun puisse manger suffisamment.

Le peu de forces que réclament l'accueil de délégations étrangères, c'était déjà beaucoup par rapport à l'immensité et à l'urgence des tâches qui se pressaient.

Depuis la fin de l'année 1977, le Kampuchea, malgré cette situation a fait l'effort d'accueillir des amis étrangers. Des diplomates d'abord : Chinois, Coréens, Suédois, Yougoslaves, puis des délégations de partis ou journaux marxistes-léninistes : australien, argentin, italien, danois, américain, norvégien, bientôt portugais : les représentants des associations d'amitié avec la Chine et la Suède.

Au moment où nous séjournions à Phnom Penh, se trouvaient aussi une délégation du journal turc *Aydinlik* et une vingtaine de journalistes progressistes de Hong Kong. Ieng Sary a annoncé que très bientôt des journalistes plus « larges » pourraient se rendre au Kampuchea. Déjà des publications en plusieurs langues sont éditées régulièrement à destination de l'étranger et les émissions de la *Voix du Kampuchea démocratique*, la radio nationale, sont publiées quotidiennement en plusieurs langues.

En 1971, deux membres de notre délégation, Jacques Jurquet et Alain Castan, avaient rencontré le prince Sihanouk, alors en exil à Pékin. Il leur avait affirmé solennellement, comme à beaucoup d'autres personnes par la suite, que, à la libération de son pays, il se retirerait de la vie politique et laisserait le pouvoir aux communistes qui étaient au premier front de la lutte ar-

mée.

Pol Pot en personne, aux questions que nous avons formulées à ce sujet, nous a répondu ceci : « En ce qui concerne la propagande sur le sort de S.N. Sihanouk, notre politique a été la suivante :

Le congrès spécial des représentants du peuple a clairement déterminé les personnalités patriotes et a décidé de conserver leurs positions. Parmi elles, Sihanouk et Pen Nouth. Le prince Sihanouk et Pen Nouth ont pu participer aux élections de mars 1976. Nous avons élaboré une constitution pour la fondation du Kampuchea démocratique avec un présidium de l'Etat. Le Comité central du Parti communiste du Kampuchea a décidé de confier le rôle du président du présidium au prince Sihanouk et une vice-présidence à Pen Nouth, une autre à Khieu Samphan. Nous avons proposé cela à Sihanouk. Il nous a remercié avec émotion parce que les communistes tenaient ainsi leur parole en observant les décisions du congrès spécial. Pen Nouth a fait de même. Mais le prince Sihanouk nous a dit :

— 1) Qu'il avait déjà déclaré pendant la guerre qu'après la Libération, il abandonnerait toutes fonctions politiques ;

— 2) Que les nouveaux dirigeants du pays avaient toute capacité pour diriger, édifier et défendre le pays.

Il avait vu les faits concrets quand il était au pouvoir. Les impérialistes américains et Lon Nol ont fait le coup d'Etat pour le renverser. Sa vie politique devait normalement se terminer là. La révolution du Kampuchea l'a invité à ce moment-là à se joindre à elle. Son honneur, sa position élevée ont permis d'effacer toute l'humiliation apportée par l'impérialisme et Lon Nol.

Maintenant, il vit avec sa famille au palais royal. Il écrit ses mémoires. Il suit les travaux d'édification du pays. En moyenne, tous les 45 jours ou tous les deux mois, il visite des provinces pour prendre connaissance des nouvelles réalisations de la construction nationale. Parfois, il va se reposer du côté des monuments d'Angkor, à Siem Reap, ou au bord de la mer, à Kompong Som.

Il respecte le patriotisme des communistes du Kampuchea. Il sollicite nos efforts dans la construction et la défense nationale. Il est convaincu que le Kampuchea, sous la direction du PCK, peut défendre l'indépendance et le souveraineté du pays et l'édifier. Il dû aussi avoir déjà travaillé pendant 30 à 40 ans et n'avoir vu aucun résultat pendant ce temps. Maintenant, il voit les barrages, les réservoirs d'eau, les canaux et trouve que tout cela est vraiment très rapide. Il affirme qu'en 30 ou 40 ans, il n'a pas pu réaliser un barrage et que maintenant il y en a partout ».

Juste à notre retour enfin, on apprenait que Sihanouk avait envoyé un chaleureux message de félicitations au 18^e anniversaire de la création du PCK et une photographie récente circulait le montrant souriant, aux côtés de Pen Nouth et Khieu Samphan.

A propos du conflit avec le Vietnam, quelles preuves la délégation peut-elle apporter qu'il s'agit bien d'une agression vietnamienne ?

Faute de temps, nous n'avons pu nous rendre à la frontière avec le Vietnam, mais les journalistes tutes et de Hong Kong y ont passé une journée, près de Takeo, visitant plusieurs coopératives victimes de l'agression de janvier dernier. Ils ont vu les bâtiments détruits et incendiés, les greniers à riz pillés, entendu le récit de nombreux villageois qui ont perdu des membres de leur famille, tués par les agresseurs. Ils ont observé les débris des chars vietnamiens, dont plusieurs d'origine soviétique, détruits par les patriotes sur le sol cambodgien.

Quant à nous, nous avons touché du doigt la réalité du Kampuchea, compris les problèmes posés par l'insuffisance de bras pour mettre en valeur un potentiel agricole extrêmement riche. 60 % seulement des hévéas sont exploités, on ne fait que deux cultures de riz par an alors que la terre pourrait en fournir trois, faute de bras.

Il n'y a donc aucune raison pour aller s'attaquer à un pays de 50 millions d'habitants alors qu'il n'en a que 8 et qu'il ne suffit pas à exploiter toutes ses

richesses naturelles. Il y a de plus en plus de gens pour reconnaître ces faits indéniables.

Le peuple du Kampuchea a payé très cher son indépendance. Il

entend la préserver. S'ils s'obstinent dans leurs projets agressifs, les dirigeants vietnamiens le découvriront à leurs dépens.

Année BRUNEL-

« Survive le peuple cambodgien »

Un livre non crédible !

Jean Lacouture avait jusqu'ici la réputation d'un ami du tiers monde. Grand reporter, éditorialiste, auteur, professeur à Sciences politiques, il avait consacré sa plume à présenter différentes personnalités éminentes d'Afrique ou d'Asie et passait pour avoir soutenu efficacement les justes causes nationales de différents peuples en lutte contre l'impérialisme.

Aussi n'est-ce pas sans surprise que nous avons découvert le livre qu'il vient d'éditer « *Survive le peuple cambodgien* » !, pamphlet d'une rare violence contre un pays non-aligné, aujourd'hui victime des entreprises hégémoniques du social-impérialisme soviétique par dirigeants interposés, le Kampuchea démocratique. En fait Lacouture use de son prestige ancien pour commettre une très mauvaise action contre un peuple hier martyrisé par l'une des superpuissances, maintenant menacé à nouveau de mort par l'autre superpuissance. Comme cet auteur ne passe pas pour publiquement favorable aux agissements des dirigeants de l'Union soviétique, on peut se perdre en conjectures sur les motivations profondes qui ont pu le conduire à se faire le complice objectif de la politique expansionniste qu'ils mettent en œuvre dans le Sud-Est asiatique.

L'ouvrage des Editions du Seuil bénéficie d'une énorme publicité au moment même où s'annonce la nouvelle tentative d'éliminer l'indépendance nationale du Kampuchea par une intervention militaire préparée d'assez longue date.

Une énorme publicité

Lacouture participe à la préparation idéologique intense, que l'on peut retrouver dans toute la presse favorable à la politique étrangère des Soviétiques, de *L'Humanité* à *Libération* en passant par *Rouge* dont l'objectif est de faire en sorte que l'opinion publique de gauche en France, naguère indignée par l'occupation brutale de la Tchécoslovaquie, accepte sans réactions hostiles l'occupation tout aussi brutale des villes du Kampuchea démocratique

par des troupes soviéto-vietnamiennes. Même si l'intention de cet auteur ne visait pas ce résultat, c'est un fait, son livre y atteint pleinement.

Cependant, s'il n'avait à son avantage l'énorme appui des mass-média et d'une publicité fortement orientée, « *Survive le peuple cambodgien* » ne survivrait pas lui-même bien longtemps. C'est en effet un texte très facile à critiquer, bourré d'excès de langage et de contradictions, un texte qui relève d'un style passionné derrière lequel se glisse une haine plus qu'aveugle confinante au racisme. Voici dans une incomplète énumération quelques échantillons du vocabulaire fleuri d'injures dont use Lacouture : parlant des dirigeants actuels du Kampuchea, ces communistes qui ont su conduire

leur peuple à la victoire sur l'impérialisme américain et ses laquais traitres à leur patrie, il écrit que ce sont des « gribouilles sanglantes... des copistes imbéciles... de mystérieux personnages... des petits hommes au front bas... des loups surgis de la forêt... des sauvages... des professeurs bornés... des idéologues délirants », et, résumant le tout après avoir évoqué « le gros rire de Monsieur Pol Pot... des aventuriers avides de vengeance et préoccupés seulement de briser les obstacles à l'instauration d'un pouvoir absolu. » Nous pourrions nous limiter à mépriser une littérature d'un tel niveau. Mais la question en cause est trop grave pour que nous ne lui accordions quelques efforts démystificateurs.

Ragots et mensonges

Jean Lacouture lance par delà toutes ces injures, des affirmations sensationnelles et diffamatoires, dont le lecteur risque bien de ne pas remarquer qu'il ne les garantit pas lui-même. Il est si peu sûr de ses sources et craint tant d'aller trop fort, qu'il a malgré tout quelques réflexes de cette honnêteté ancienne à laquelle il nous avait habitués. Il prend beaucoup de précautions de forme, qui témoignent de son manque d'assurance. Quand il parle d'un dirigeant communiste dont le nom n'est pas mentionné publiquement depuis la victoire, il affirme qu'il a été « liquidé », mais fait pourtant précéder cette information de l'adverbe « probablement ». Ainsi, un jour, Lacouture pourra-t-il se défendre en invoquant qu'il n'avait lancé cette nouvelle qu'avec réserve. Quand il traite de ce qu'il nomme les « grands massacres cambodgiens » (non pas le génocide, véritable celui-là, des bombardements et de la guerre américaine qui fit 800 000 morts, mais le prétendu « massacre » qui suivit la victoire du peuple et des patriotes), il écrit que « Monsieur Pol Pot en est le principal responsable en apparence ».

Si ce n'est qu'une apparence alors, ne vaudrait-il pas mieux pousser l'enquête avant de lancer des accusations erronées et calomnieuses ? D'ailleurs, il est si peu sûr de lui qu'il précise encore sur le même sujet « On ne se départira pas ici d'une nécessaire prudence pour ce qui touche aux chiffres, aux évaluations quantitatives », ce qui ne l'empêche pas de fixer ensuite à un million le nombre des

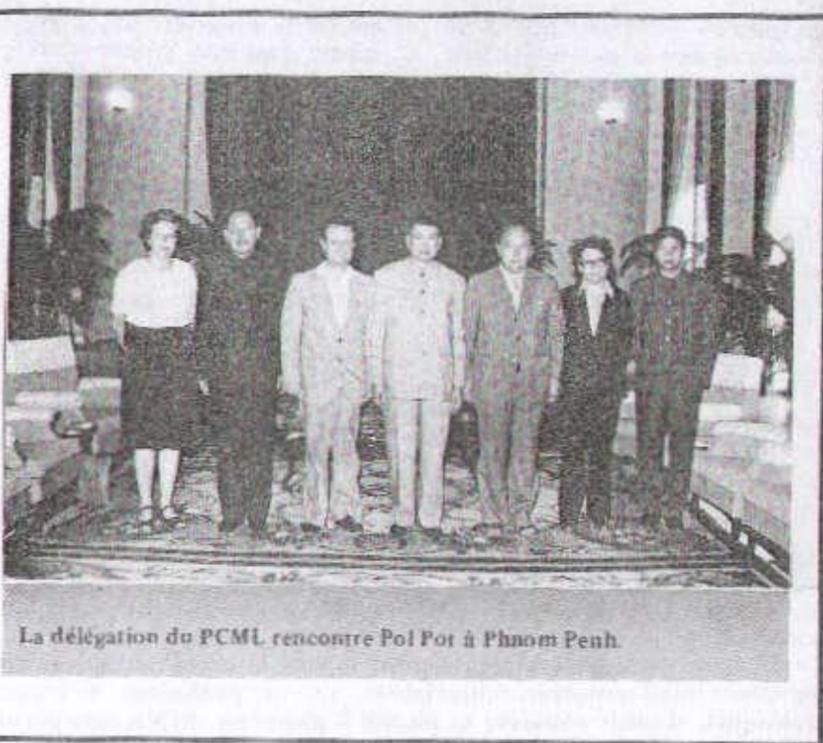
prétendues victimes des « Khmers rouges » !!! Puis il assimile « le supplice des bombes américaines à celui subi depuis trois ans sous les nouveaux maîtres ».

Sincèrement, jusqu'où Lacouture ira-t-il pour reculer les limites de l'odieux ? On peut dès lors se demander s'il a vraiment conscience de la responsabilité qu'il endosse, quand, tranquillement, il pose la question « Notre passion polémique est-elle trop subjective » ?

Nous qui sommes allés au Kampuchea et y avons fait 1 000 kilomètres, nous pouvons lui répondre par l'affirmative et l'assurer qu'il recourt à de nombreux ragots occidentaux qui ne sont que de purs mensonges. En voici une liste restreinte : il parle de « l'abolition de toute vie familiale... de l'interruption de toute forme d'enseignement secondaire ou supérieur », de différents modèles de « tortures... de l'absence de médicaments », de la suppression de tout contact entre « filles et garçons » etc. Nous nous inscrivons en faux absolu face à toutes ces affirmations inventées de toutes pièces, sinon par Lacouture, du moins par les auteurs des sources particulièrement troubles dont il fait état.

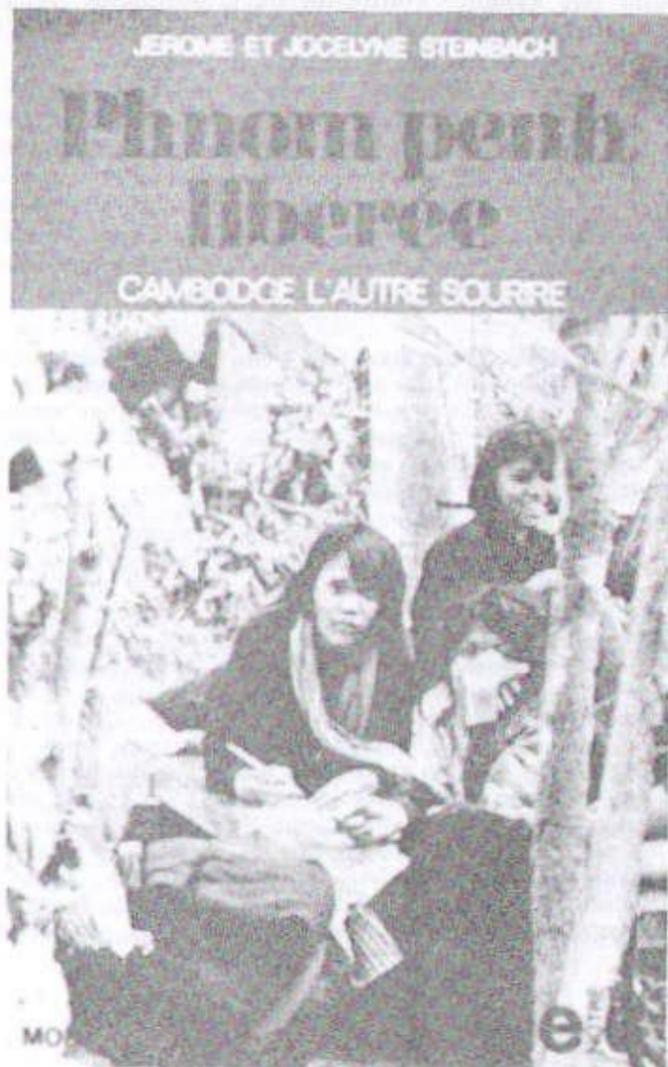
La contre-vérité est patente, éclatante sur deux points : d'une part, la manière dont il présente l'évacuation de la capitale Phnom Penh à partir du 17 avril 1975, d'autre part la situation de Samdech Norodom Sihanouk.

Pour la première, il traite longuement de cette « défenestration sociologique sans précédent dans l'histoire », invoquant le témoignage tendancieux d'un médecin collaborateur des Américains puisque résidant à leurs côtés dans la capitale pendant leur occupation militaire au lieu d'avoir rejoint son peuple pour lui apporter ses soins dans les maquis. Il raconte toutes sortes d'aneddotes directement sorties de l'imagination et des faux des traités à la patrie kampuchéenne aujourd'hui réfugiés en Occident. Or, il existe un témoignage d'une valeur considérable, émanant de Français qui étaient coopérants dans ce pays et qui ont vécu les journées de la libération de Phnom-Penh ainsi que le rapatriement des Français et des étrangers réfugiés à l'ambassade de France à cette époque. Ce témoignage contredit sur tous les points les informations diffusées par Lacouture. Il est consigné dans un ouvrage de 165 pages édité au premier trimestre de 1976 par les Éditions sociales qui n'en favorisent plus la diffusion aujourd'hui si nos renseignements sont exacts. Son titre est



La délégation du PCML rencontre Pol Pot à Phnom Penh.

« Phnom Penh libérée - Cambodge, l'autre sourire ». Ses auteurs se nomment Jérôme et Jocelyne Steinbach, ils étaient au Kampuchea comme ingénieur chimiste et institutrice depuis 1973.



Quand, à leur retour, ils ont lu ce que la presse française racontait sur la libération du Kampuchea, ils n'ont pu se taire et par la relation de ce qu'ils ont eux-mêmes vécu là-bas ont fourni un témoignage qui réduit à néant la campagne de mensonges et de haine à laquelle participe en 1978 Jean Lacouture.

Sur Sihanouk, ce dernier répand aussi des informations totalement contraires à la réalité. Pourtant il devrait faire preuve de davantage de retenue, car il est l'un des rares privilégiés à savoir la vérité. En effet, il relate les paroles que lui a tenues Norodom Sihanouk en juillet 1972 (le prince nous avait exposé les mêmes idées en 1971) pour expliquer ce que deviendrait sa vie politique après la victoire, « le sihanoukisme étant dépassé ». « Je demeurerai à Angkor, loin du gouvernement, loin du pouvoir, au propre comme au figuré » déclarait alors ce chef d'État qui se comportait en patriote conséquent, et qui le demeure aujourd'hui. Pourquoi donc, ainsi informé par avance, Lacouture se permet-il de parler de « palais-prison » où vivrait actuellement ce « jardinier sourd-muet », allant jusqu'à poser cette question insidieusement malhonnête « Peut-on croire l'histoire de Sihanouk définitivement close, s'il est encore en vie ? ».

Malheureusement pour les insinuations de Lacouture au moment même où paraissait son pamphlet diffamatoire, Norodom Sihanouk sortait de sa retraite politique volontaire pour soutenir publiquement le Kampuchea démocratique, son État, son armée révolutionnaire, son Parti communiste, son peuple face à l'agression soviéto-vietnamienne. Norodom Sihanouk est un patriote respecté par le peuple du Kampuchea en tant que tel et les sottises diffusées en Occident par la presse bourgeoise et le livre de Lacouture ne méritent de sa part que son royal mépris.

N'allongeons pas l'énumération des méfaits de ce livre. La cause est facile à juger. Soulignons simplement que l'auteur fait une abstraction presque totale de la situation du Kampuchea et de son peuple au sortir d'une guerre atroce, qui fut effectivement un génocide qui aurait amplement justifié le titre de « Survive le peuple cambodgien ! ».

La juste cause du Parti communiste kampuchéan

Comme le désirent les dirigeants de l'État du Kampuchea démocratique



Dans une rue de Phnom Penh. Des femmes d'une unité de production se rendent à leur travail. Les femmes tiennent une grande place dans la production (Photo HR). Ci-dessous, des paysans d'une coopérative.



et du Parti communiste du Kampuchea, nous souhaitons le maintien de la paix dans le Sud-Est asiatique. Nous savons que l'agression vietnamienne peut causer de terribles malheurs au peuple pacifique de ce petit pays aux traditions bimillénaires de résistance. Mais nous sommes convaincus que sa juste cause d'indépendance et de liberté triomphera en définitive. Oui, Monsieur Lacouture, le peuple du Kampuchea survivra, nullement à la façon entièrement imaginée qui est la est la vôtre, mais selon ses propres désirs, selon sa propre démocratie, en défendant victorieusement son indépendance nationale, en poursuivant

sa révolution socialiste, en édifiant le socialisme.

Les rires joyeux, l'enthousiasme débridé, l'ardeur au travail que nous avons constatés parmi les jeunes filles et jeunes garçons que nous avons rencontrés par milliers là-bas nous en fournissent la certitude, tout comme l'idéologie élevée et la perspicacité politique remarquable de ces hommes modestes qui servent leur peuple, en totale union avec lui, les dirigeants du Parti communiste du Kampuchea, ayant à leur tête le camarade Pol Pot.

25 octobre 1978.

Jacques JURQUET 19



IRAN Les dernières cartes du Shah

Il y a quinze jours, il semblait que le pouvoir du Shah vacillait, que sa chute n'était qu'une question de jours, qu'on assistait, non sans joie, à l'agonie d'un régime dont les crimes duraient depuis vingt-cinq ans. Mais il a fait appel à l'armée, constitué un gouvernement militaire et, si rien n'est réglé, il semble dans l'immédiat avoir rétabli la situation à son avantage.

On sait que depuis des mois, le peuple s'est levé en masse et avec toujours plus de résolution, contre le régime du Shah. Cela avait commencé en août 1977, quand les centaines de milliers de petits paysans chassés dans les villes par la misère avait résisté aux forces de répression qui vou-

laient liquider leurs abris provisoires.

Que se passe-t-il donc en Iran ?

Et ce n'est pas un hasard si c'est par là qu'a commencé le puissant mouvement actuel de révolte : la politique

du Shah, et notamment la « révolution blanche » menée à partir des années 1960, a condamné à la ruine l'agriculture iranienne et à la misère des millions de paysans expropriés, qui ont dû fuir vers les villes à la recherche d'un autre avenir.

Face à l'impérialisme

Ce n'est pas un hasard non plus si ce mouvement populaire a pris, de plus en plus clairement, un contenu anti-impérialiste. Car c'est bien l'impérialisme qui est principalement responsable des maux du peuple iranien.

En 1953, ce fut l'impérialisme US qui fomenta un coup d'État contre le gouvernement nationaliste de Mossadegh et remis en selle le Shah pour maintenir et renforcer sa domination en Iran.

Certes, depuis, la situation a cet égard, s'est compliquée. Des contradictions sont apparues entre l'Iran et l'impérialisme américain : l'Iran est un pays du tiers monde, et il a été entraîné dans la grande lutte planétaire du tiers monde pour la conquête et la défense de ses droits. Avec les autres pays de l'OPEP, il a participé à la lutte pour une plus juste rémunération des prix du pétrole à la production.

Depuis aussi, un autre impérialisme est apparu au plan mondial — l'Union soviétique —, qui, elle aussi, convoite les richesses iraniennes et prend, discrètement et sensiblement, des dispositions pour y supplanter l'impérialisme américain. Le soutien du parti pro-soviétique Toudeh à la « révolution blanche », les ventes d'armes soviétiques à l'Iran, l'infiltration d'agents au sein du corps des officiers iraniens, l'achat de gaz iraniens, longtemps payés à très bas prix à l'Iran, sont quelques aspects de ces plans impérialistes soviétiques.

Si bien que la lutte du peuple iranien doit affronter maintenant non plus seulement le seul impérialisme US — qui reste toujours dominant en Iran — mais bien les deux superpuissances.

Sur le plan intérieur

Sur le plan intérieur, le Shah, sa dynastie, son gouvernement ont cristallisé le mécontentement populaire. Les masses populaires — ce vaste front uni qui va des paysans chassés de leurs terres à la bourgeoisie nationale — ne se sont pas contentées de réclamer la fin d'une politique antidémocratique et répressive, elles ont exigé sans ambiguïté sa chute.

CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS

fin 1977 : lutte des travailleurs pour des logements décentes

Début janvier : manifestations en faveur de Khomeiny — Répression sauvage : 60 morts. 10 février : des banques, des cinémas sont incendiés à Téhéran

Mars : 40 jours après les événements de Téhéran, journée de deuil, manifestations dans la plupart des grandes villes

Début mai : nouvelle journée de deuil, célébrée par des manifestations dans tout le pays

7 juin : petite concession du Shah : le chef de la Savak (police politique) est destitué

fin juillet : nouvelle vague de violentes émeutes

5 août : le Shah promet des « élections libres à 100 % »

12 août : proclamation de la loi martiale à Isfahan

8 septembre : proclamation de la loi martiale dans tout le pays. Massacre de la place Jaleh à Téhéran

14 septembre : célébration de morts du 8

Début octobre : journées de grève générale

Mi-octobre : début de manifestations quotidiennes dans tout le pays

31 octobre : grève des ouvriers du pétrole

5 novembre : instauration du gouvernement militaire



Janvier 1978. Manifestation à Tabriz

Aux légitimes revendications populaires, le Shah a répondu encore une fois par la répression — cependant, petit à petit, dans le courant de l'été, son autorité s'est affaiblie : il a lui-même promis une « libéralisation » à laquelle personne n'a cru. Et à juste raison ! Car le 8 septembre, le Shah mettant un terme à la « libéralisation », décrétait la loi martiale. Et aussitôt, c'était l'ignoble massacre de la place Jaleh à Téhéran — 10 000 morts en un jour.

Pourtant, cela n'a pas résolu les problèmes ! Au contraire ! Cela a encore plus attisé la haine du peuple contre le Shah. Grèves, manifestations, journées de deuil se sont succédées, malgré la répression, malgré les morts. A la fin octobre, les ouvriers ont asséné un coup sévère au pouvoir en

faisant la grève aux raffineries d'Abadan et en bloquant ainsi le traitement et l'exportation du pétrole. Une nouvelle fois, le pouvoir du Shah a semblé vaciller.

Mais le 5 novembre, il nommait un gouvernement militaire et annonçait une application plus sévère de la loi martiale. Dans un discours radio-diffusé, il déclarait « avoir mal compris la voie de la révolution ». Mais qui peut faire confiance à un tyran dont le pouvoir baigne dans des mares de sang — du sang du peuple travailleur ?

Quelles perspectives ?

Le Shah a beau faire arrêter d'anciens dirigeants corrompus — jusqu'à celui qui fut son principal collaborateur, l'ancien premier ministre Hovey-



Le Shah avec le général Gholam Reza Azhari, nouveau premier ministre.

da — le principal dirigeant corrompu, c'est bien lui et tant qu'il ne se fera pas arrêter lui-même, qui pourra croire à sa bonne foi !

Cependant, l'opposition est divisée. Plusieurs composantes cherchent à préparer l'« après-Shah » qui, n'en doutons pas, arrivera inévitablement un jour.

D'un côté, il y a des « libéraux », comme Amini, qui souhaiteraient l'abdication du Shah en faveur de son fils. On considère généralement Amini comme un partisan du maintien des relations avec les USA.

De l'autre, il y a les dirigeants du « Front national », comme Sandjabi qui était un moment prêt à négocier avec le Shah dans la perspective d'un gouvernement d'union. Il y a aussi Khomeiny, qui veut un retour strict à l'Islam, l'application de la Constitution démocratique de 1906, et qui a prononcé aussi quelques déclarations positives contre les superpuissances.

Il y a aussi le Parti Toudeh, force pro-soviétique qui agit dans l'ombre, et qui est depuis longtemps l'agent de Moscou en Iran.

En tout état de cause, l'opposition, c'est-à-dire la représentation politique du mouvement populaire spontané, apparaît comme bien faible en regard à la puissance de la révolte populaire. Et c'est là sans doute l'une des raisons — l'absence d'alternative nette et claire — qui a permis au Shah de reprendre en main la situation. Pour combien de temps ? La question est posée et nous ne pouvons lire dans le marc de café.

Ce qui est par contre certain, c'est que la lutte du peuple ne cessera pas tant qu'elle n'aura pas atteint ses deux objectifs fondamentaux : l'indépendance et la démocratie.

Jean Schuberth

Guadeloupe

Un nouveau plan du colonialisme

Chirac et Barre viennent de se livrer à une habituelle tournée des popotes dans les DOM-TOM, rivalisant d'éloquence colonialiste.

« Il faut mener la bataille pour les territoires et les départements d'outre-mer, éléments essentiels de la grandeur française... Aucune ouverture n'est possible avec les indépendantistes » a proclamé Chirac en Guadeloupe et Martinique.

« Le problème de l'appartenance de la Réunion à la République française ne se pose pas » a répondu Barre en écho à la Réunion.

Pendant ce temps, la bourgeoisie impérialiste française poursuit à tour de bras sa politique d'exploitation, d'oppression nationale et de répression des peuples colonisés, comme en témoignent les projets de restructuration de ses profits impérialistes en Guadeloupe.



Les colons veulent arracher la canne à sucre, principale ressource, pour la remplacer par la culture des bananes plus rentable !

Traditionnellement, la grande richesse de la Guadeloupe, c'est la canne à sucre. Certes la monoculture de la canne a été imposée par le colonialisme français du temps même de l'esclavagisme ; mais c'est à travers elle que s'est développée la paysannerie pauvre du pays, c'est dans ce secteur qu'a commencé à s'édifier un début d'industrie nationales (raffinerie, rhum), que se sont forgées les luttes du prolétariat agricole et industriel, que se sont enracinés l'âme

et la culture nationale du peuple guadeloupéen.

La restructuration économique

Aujourd'hui les monopoles impérialistes français ont décidé de changer leur fusil d'épaule. Plus assez rentable la canne à sucre ! Elle doit être arrachée du sol guadeloupéen et remplacée par une culture assurant de meilleurs profits pour eux : la banane.

Quelle importance, pourrait-on penser à première vue ? On remplace une culture par une autre et voilà tout.

Ce n'est pas si simple aux yeux des patriotes guadeloupéens qui dénoncent dans ce projet du colonialisme français, une liquidation de l'économie guadeloupéenne qui aurait les plus graves conséquences pour les ouvriers et paysans pauvres.

D'abord parce que la banane demande une main-d'œuvre beaucoup moins abondante que la canne à sucre, environ cinq fois moins importante, bien que ce travail ne soit pas saisonnier comme celui de la canne à sucre, mais permanent sur toute l'année. La conséquence immédiate en est donc un chômage accru et massif, pour les ouvriers agricoles. Mais aussi pour les ouvriers industriels car, privés de matière premières, les usines de sucre devront fermer.

Un chômage accru

Cette restructuration économique entraînera aussi la disparition de nombre d'emplois dans le domaine des transports, la canne étant

transporté de façon industrielle par de petites entreprises, les grosses sociétés de la banane assureront-elles mêmes leur transport.

Parmi celles-ci, la plus importante, la compagnie fruitière, multinationale à majorité de capitaux français, arrive en position de domination. Spécialisée dans la banane, notamment en Côte d'Ivoire et au Tchad, elle a vu ses profits baissés du fait de la nationalisation de la banane en Côte d'Ivoire et a décidé de se réimplanter en Guadeloupe. Elle recherche un modus vivendi avec une grosse société sucrière, la SIS, liée au groupe Empain, qui contrôle le maximum de terres en Guadeloupe et représentait jusqu'ici le groupe industriel le plus important. La SIS suit le mouvement et vient d'annoncer le retrait de 3 000 hectares de cannes qui seront replantés en ananas et en bananes.

L'étranglement de la paysannerie pauvre

La paysannerie pauvre aussi se verrait étrangler par cette reconversion, surtout dans le Nord du pays. Les colons, non-proprétaires de leurs terres et travaillant sans contrat avec les usines sucrières, comme les petits paysans théoriquement propriétaires de leurs terres, seront obligés de suivre le mouvement et de se reconvertir puisque leur production de cannes ne trouvera plus d'acheteur. Mais les conditions climatiques de la région imposent l'irrigation de la banane car la pluviométrie est nettement insuffisante. Cela nécessite de lourds investissements, impossibles à envisager pour des paysans pauvres qu'on contraindra ainsi à vendre leurs terres pour une bouchée de pain à la compagnie fruitière. Ceux qui le pouvaient s'étaient déjà endettés pour investir dans le matériel nécessaire à la culture de la canne. Celui-ci pourra aller à la casse et ce sera la ruine pour les petits paysans.

La destruction de la vie paysanne sera ainsi menée en profondeur. Le seul capital des petits paysans guadeloupéens est souvent un bœuf, nourri à partir de feuillage de la canne, et qui devra disparaître aussi quand la banane sera là.

La région sud du pays, déjà partiellement plantée en bananes sera également condamnée à une mort économique rapide car comment les petites exploitations qui la composent pourraient-elles soutenir la concurrence de la compagnie fruitière ?

Une fois maîtresse du marché, celle-



Manifestation des travailleurs antillais des PTT (Photo HR). Les plans du gouvernement veulent contraindre une plus grande partie des Guadeloupéens à l'exil.

ci pourra en effet jouer comme elle le veut sur les prix.

Les dockers de Basse-Terre condamnés au chômage

Les dockers enfin seront touchés car le port de Basse-Terre par où s'exporte actuellement la banane est condamné à perdre sa fonction au profit de celui de Pointe-à-Pitre qui est réaménagé pour être containerisés.

L'exil

La conséquence immédiate de cette restructuration économique imposée par les monopoles français est donc misère et chômage accrus. Cela veut dire une hémorragie encore plus grande de la population guadeloupéenne contrainte à l'exil en métropole. Celle-ci diminue déjà régulièrement de 325 000 habitants en 1974, elle est passée à 320 000 en 1978, malgré une natalité élevée et l'arrivée

massive de Français venus s'installer en Guadeloupe. En 1954, il y avait 91 000 travailleurs actifs en Guadeloupe. On en compte actuellement 80 000. 80 000 Guadeloupéens par an émigrent vers la France où ils retrouvent leurs 150 000 compatriotes qui ont déjà été contraints de prendre la route de l'exil.

Dans le même temps, la Guadeloupe se transforme en colonie de peuplement. Victimes pour certains de la situation économique en France et de la propagande du gouvernement, des Français y débarquent massivement. Il ne s'agit plus de simples « chasseurs de primes » passagers mais d'établissements à caractère permanent dans le commerce, l'industrie, la fonction publique, l'artisanat.

Briser le mouvement pour l'indépendance

Mais il existe une autre dimension au projet colonialiste français. Traditionnellement, c'est dans le secteur de la canne à sucre que se sont développées les luttes les plus résolues du prolétariat guadeloupéen. Chaque saison de coupe de la canne est l'objet d'un combat de classe, de grandes grèves qui pèsent sur les profits des capitalistes de la canne et des usines de sucre.

A travers ces luttes revendicatives, s'est développée la conscience nationale du peuple guadeloupéen, a grandi la revendication d'indépendance nationale de la Guadeloupe. Ouvriers agricoles et industriels, paysans pauvres se sont dotés de syndicats de classe : l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG) et l'Union des paysans pauvres (UPG) qui ont inscrit en toute lettres dans leur programme la revendication de l'indépendance pour la Guadeloupe.

Avec eux, la classe ouvrière et la paysannerie pauvre de Guadeloupe luttent contre l'exploitation et l'oppression impérialistes, pour que la terre soit à ceux qui la travaillent, appliquent de plus en plus concrètement le mot d'ordre de résistance sur tous les fronts au colonialisme français. C'est cette montée sensible de la conscience patriotique guadeloupéenne qui est aussi visée par le projet de la bourgeoisie monopoliste française, un projet qui risque fort de lui revenir comme un boomerang et de sonner le glas du colonialisme français en Guadeloupe où le peuple se dresse de plus en plus pour « osé penser, osé agir en Guadeloupéens ».

SFP :

Les travailleurs restent vigilants

Après le mouvement des travailleurs de la SFP, soutenus par tous ceux de l'audiovisuel, étalé sur trois semaines, il semble que le gouvernement ait reculé. Cependant les travailleurs refusent toute négociation sans garantie sur les licenciements et sur le démantèlement. L'assemblée générale a mandaté les syndicats pour qu'ils s'informent des projets de la direction.

Le gouvernement a reculé, il ne présente pas une liste de licenciements mais annonce des départs « volontaires », reclassement dans les chaînes, pré-retraites, départ avec indemnité de licenciement (en tout 600). Tôt ou tard ces six cents postes permanents seront remplacés par des intérimaires. Il y a danger aussi de création d'une filiale. Des assemblées générales sont prévues à la suite des rencontres.

Comment en est-on arrivé là ?

L'ex-PDG de la SFP, Edeline, disait en 1975 : « Je veux, dans les cinq ans à venir, faire un tiers de cinéma, un tiers de télévision, un tiers de technique audiovisuelle. » Juste avant venait d'avoir lieu le démantèlement de l'ORTF. Les chaînes devenaient autonomes ainsi que les sociétés. La SFP devait créer un produit concurrentiel face aux productions des USA et des Pays de l'Est.

La SFP quatre ans après

Actuellement, 69,5 % des heures d'antenne hebdomadaire sont importées. La SFP n'a produit que 30 films et ses ressources dépendent pour plus de 80 % des chaînes de télé. 600 millions de francs sur un chiffre d'affaires de 700 millions de francs en 1979.

Non seulement, la percée sur les marchés de l'audiovisuel et du cinéma ne s'est pas produite, mais encore l'unique source de débouchés de la SFP, du fait de la réforme de 1974 et de la concurrence des boîtes privées, s'est considérablement réduite : de 1 503 heures en 1976 à 700 heures en 1978. Les chaînes pour assurer leur rentabilité commandent des productions étrangères bon marché aux USA ou aux pays de l'Est. Les chaînes ont aussi recours à des firmes privées, ces firmes, la plupart

lisé à des investissements très importants que les banquiers ou les producteurs ne veulent pas faire parce qu'ils ne sont pas encore assez rentables. En fait, les firmes privées qui sous-traitent leurs productions à la SFP en profitent mais aucune ne semble en ce moment de taille à avaler le gros fromage qu'est la SFP.

Quels sont les projets du gouvernement ?

La vidéo qui nécessite de gros investissements non-rentables resterait à la SFP avec le même statut public qu'actuellement. L'Etat créerait une filiale cinéma qui serait privée mais contrôlée à 30 % par



Délégation des travailleurs de la SFP au ministère.

du temps, n'ont pas le matériel nécessaire et soustraient à très bas prix le travail à la SFP qui, pour tourner, accepte de produire à très bas prix. Quatre ans après, c'est le trou de 200 millions.

Les conséquences de la réforme

En moins de trois ans, Edeline a emprunté 230 millions de francs. Le rachat et la rénovation du cinéma « Empire » a coûté 80 millions de francs, l'édification des studios de Bry-sur-Marne près de 100 millions. L'ex-PDG Edeline avait vu un peu grand. Le produit audiovisuel n'a pas trouvé le marché escompté. La crise du capitalisme s'est aggravée et les productions US et des pays de l'Est tiennent le haut du pavé.

Pour ce qui est du cinéma, la SFP produit des films mais pas assez pour rentabiliser les studios de Bry-sur-Marne. Il faudrait en effet une production de cinquante films à gros budget par an. Soit la totalité de la production européenne en un an. La SFP comprend deux secteurs très modernes et très équipés. L'Etat a réa-

des capitaux d'Etat comme la SOFIRAD pour les radios. Les dettes de la SFP seraient épongées par la vente des studios de Bry-sur-Marne et du cinéma « Empire » à Paris. Mais le gouvernement hésite à liquider toute la SFP parce que les travailleurs du film ne bénéficieraient pas des conventions collectives ni des conditions de travail acquises pendant les luttes de l'ORTF, cela entraînerait une dégradation des conditions de travail et une dégradation de la qualité des produits qui ne seraient plus concurrentiels des marchés américains et de l'Est.

Si des travailleurs sont licenciés si les structures de la SFP sont transformées, c'est tous les travailleurs de l'audiovisuel qui verront leurs conditions de travail s'aggraver, dans une profession où il y a 80 % de chômeurs. L'Etat essaie d'agir prudemment avec la SFP qui fait partie de l'appareil de diffusion de son idéologie.

Léon CLADEL

AU DELA D'UN CONGRES

Le 40e congrès de la CGT est maintenant tout proche. La CGT est le syndicat qui compte dans ses rangs le plus grand nombre d'ouvriers, c'est celui qui a dans la classe ouvrière une profonde influence due à un passé glorieux.

Aujourd'hui, il y a dans la grande masse des travailleurs une profonde déception. Non pas du découragement, bien des luttes ces temps derniers montrent que les travailleurs veulent toujours combattre. Déception parce que la voie tracée par les syndicats, en particulier la CGT, ne leur a pas permis de s'opposer aux attaques patronales. Et même l'offensive patronale s'est intensifiée et développée contre de nombreux acquis de la classe ouvrière, avec des licenciements en masse, une répression qui s'amplifie contre les militants syndicalistes, les libertés syndicales, le droit de grève même.

La voie, c'était le Programme commun, les formes, c'étaient les fameuses journées nationales sous le mot d'ordre d'« Union, action, Programme commun », au détriment des luttes menées pour gagner, où l'unité se forge dans l'action, à la base.

Et ces luttes que menaient quand même, les travailleurs, elles, restaient isolées, dispersées faute d'être coordonnées par les syndicats qui s'opposaient même aux initiatives prises en ce sens par des travailleurs en lutte.

Ainsi, les luttes échouaient bien souvent et, lorsqu'elles étaient victorieuses, loin d'être citées en exemple, elles étaient au contraire dénigrées, ainsi celle de LIP, première grande lutte contre les licenciements.

Ce congrès effacera-t-il cette déception ? En donnant à l'action syndicale une orientation nouvelle, sur la base d'un bilan sérieux de l'orientation précédente ?

En fixant des objectifs conformes aux intérêts de la classe ouvrière ? En lui donnant les moyens de s'unifier sur cette base, à travers des actions et des luttes dont les travailleurs eux-mêmes, les militants du syndicat, seraient maîtres ?

En un mot, ce congrès permettra-t-il de passer à la contre-offensive nécessaire, et souhaitée par les militants contre la politique antiouvrière du gouvernement avec un syndicat se renforçant (au lieu de la désyndicalisation actuelle) ?

Nous pensons que fondamentalement il n'en sera rien, car l'orientation qui sortira de ce congrès

restera la même qu'auparavant. Cela, le document d'orientation le dit lui-même.

C'est pourquoi nous affirmons qu'il faudra poursuivre dans le syndicat la lutte pour l'application d'une ligne de lutte de classe et pour l'indépendance par rapport à des partis dont le seul but est de conquérir le gouvernement de la France capitaliste (pour le « réformer » disent-ils). Cela correspond à l'aspiration de nombreux travailleurs (en particulier dans la CGT) qui d'ailleurs consacrent tous leurs efforts à la lutte, classe ouvrière contre bourgeoisie, quotidiennement.

La démocratie syndicale, à laquelle aspirent aussi profondément les militants, nous ne pensons pas non plus que ce congrès l'organise, il faudra continuer à lutter pour elle et aussi, au-delà du syndicat pour l'étendre à tous les travailleurs syndiqués ou non, notamment dans les grèves (assemblées générales, soviétiques, comités de grève selon les conditions...)

Il faudra continuer la lutte pour la solidarité ouvrière et populaire, autour des grèves ; la solidarité des autres entreprises et aussi d'autres couches populaires sous le contrôle des travailleurs en grève eux-mêmes, en particulier la solidarité entre ouvriers et paysans petits et moyens.

De même, la solidarité avec les luttes des peuples des colonies françaises pour leur émancipation nationale et sociale, avec les frères de combat des autres pays capitalistes et prétendus socialistes d'URSS, de Tchécoslovaquie, de Pologne et contre l'oppression et l'exploitation, contre aussi l'hégémonie des deux grandes puissances USA et URSS et le danger de guerre que fait peser sur le monde leur rivalité.

D'ores et déjà nous pouvons dire que les conditions de préparation de ce congrès, la mise sur le tapis et la discussion de nombreuses questions de fond dans les rangs de la CGT, constituent des conditions favorables pour que la ligne de lutte de classe remporte des succès. La lutte pour une ligne syndicale de classe n'est pas l'affaire de quelques jours. Le temps reviendra où, comme à l'époque de Monmousseau ou Sémard, ces dirigeants prestigieux de la CGT, la ligne syndicale de classe dominera à nouveau le mouvement syndical.

Jacques DUROC

PME et monopoles.

Après le Midest 1978 (Salon de la sous-traitance), organisé à Toulouse, une question reste posée : la place, le rôle, l'avenir des petites et moyennes entreprises dans la société capitaliste au stade monopoliste.

Une étude approfondie des relations commerciales, industrielles et financières révèle que la multiplication des petites et moyennes entreprises n'est nullement contradictoire avec une concentration très poussée des moyens de production entre les mains des monopoles. Au contraire, par le moyen de la sous-traitance, cette multiplication permet aux grands trusts une souplesse plus grande pour affronter la concurrence internationale, les crises financières et industrielles, pour résister aux mouvements grévistes du prolétariat.

En Europe, il est bien établi aujourd'hui que de multiples branches de l'économie : l'automobile, les industries d'armement, l'électronique, l'aéronautique, la navale s'appuient sur un vaste réseau de sous-traitants. Mais d'autres branches telles que la confection et le bâtiment pourraient avoir un recours beaucoup plus important à ce type de fabrication.

PRODUIRE A MOINDRE FRAIS POUR LES MONOPOLES

Les entreprises sous-traitantes travaillent sur des commandes passées par les grosses entreprises : fabrication de pièces détachées, montages partiels ou totaux, finition... La commercialisation du produit fini revient aux entreprises « donneuses d'ordre » : les grosses entreprises. Elles peuvent ainsi se décharger d'une partie de leur production sur d'autres entreprises tout en contrôlant parfaitement la fabrication.

Rien n'est laissé au hasard ; les plans, la matière, les traitements, les délais et les prix sont fixés par le monopole.

Une telle division du travail est particulièrement intéressante pour les grosses entreprises qui peuvent ainsi ajuster leurs ventes aux besoins du marché sans avoir recours à des investissements coûteux, des embauches puis à des licenciements et immobi-

lisations du capital. Ces à-coups sont encaissés par le sous-traitant.

Aujourd'hui, il est demandé aux sous-traitants de plus en plus de qualités technologiques pour réaliser une production très spécialisée au moyen de techniques de pointe.

Le gouvernement impose donc une modernisation importante aux petites entreprises sous-traitantes, condition de leur maintien en vie. Cette modernisation les oblige à recourir au crédit et accroît donc leur dépendance. Dans la situation actuelle, voyons par quelques exemples comment se manifeste cette dépendance.

D'abord dans la plupart des cas, c'est le monopole qui fixe le prix

du produit à réaliser. Les sous-traitants se livrent entre eux une concurrence effrénée pour arracher les marchés.

Et, au bas de la chaîne, c'est le travailleur qui trinque bien évidemment, d'autant plus qu'il est isolé, inorganisé, tenu pieds et poings liés à son patron, qui geint, se lamente jour et nuit des marges étroites que lui laissent les grands trusts.

Un tel procédé permet une plus grande compétitivité sur le marché pour les monopoles. Une grosse entreprise de l'aéronautique fait son heure de travail à 100 F et plus, tandis qu'une entreprise sous-traitante facture à 45 F et il s'est pratiqué ces derniers temps des rabais de 50 % sur les prix !

D'autre part, les monopoles bénéficient de délais de paiement (90 jours en général) pour payer leurs sous-traitants. A cet effet, ils leur délivrent une traite. Au moyen de cette traite, le sous-traitant qui a besoin d'argent peut emprunter à la banque.

Et bien sûr, la banque lui fait payer des intérêts. A l'échéance des 90 jours, la banque se fera rembourser la somme par le monopole.

Aujourd'hui, une réforme est en cours consistant à raccourcir les délais de paiement. Cette réforme aura donc pour effet l'augmentation

GREVE DANS UNE BOITE DE SOUS-TRAITANCE A LIMOGES TRAVAILLANT POUR RENAULT. DE PLUS EN PLUS IL APPARAÎT IMPORTANT DE COORDONNER L'ACTIVITE DU SYNDICAT ENTRE LES BOITES DE SOUS-TRAITANCE ET LES MONOPOLES.



des prêts purs et simples que les banques accordent. Elle s'inscrit dans le cadre d'une accélération de la concentration.

Car les banques pourront ainsi sélectionner, comme elles le veulent, les entreprises à qui elles accorderont leurs prêts, selon la taille des entreprises, la nature de leurs investissements. Cela renforce donc la domination des monopoles industriels et bancaires.

La sous-traitance : une affaire qui marche bien

En général, le sort des sous-traitants est très confortable. Toutefois, il convient de relativiser. Les profits ne sont pas les mêmes pour tous. Ils varient selon la taille de l'entreprise, son degré de mécanisation, la technologie. Le profit n'est pas le même pour le petit artisan avec deux ouvriers que pour une boîte de moyenne importance.

Ainsi des pièces commandées par Dassault ont pu faire cinq intermédiaires avant d'être réalisées. Chacun empoche sa part de profit mais la part diminue avec la taille de l'entreprise et sa compétitivité sur le marché.

Autre exemple : il n'est pas rare de voir les sous-traitants entre eux se repasser des heures de travail. Certains sous-traitent à d'autres pour des marchés intéressants qu'ils ont réussi à avoir, pour lesquels ils se sont engagés mais dont ils ne peuvent tenir les délais.

Au bout de la chaîne c'est toujours l'ouvrier qui trinque car le petit artisan prélève aussi sa part de profits même si elle est minime.

Une exploitation éhontée

Pour les patrons de la sous-traitance, petits et moyens, tous les moyens sont bons pour s'en sortir : les bas-salaires, les journées interminables, le travail en équipe, l'emploi des jeunes « Plan Barre », le recours au travail noir ou à domicile.

Chez les petits patrons de la sous-traitance, on était à l'abri de tout mouvement social car la taille de l'entreprise empêchait souvent l'existence de syndicat, de délégués du personnel. Quand ceux-ci existaient ou existent, la répression est terrible, les licenciements courants.

De plus en plus, il apparaît comme très important de coordonner l'activité des syndicats entre les boîtes de sous-traitance et les mo-

nopoles pour faire obstacle à toutes les tentatives de répression patronale et faire appliquer les lois sociales. C'est une tâche très importante qui doit amener à briser le ghetto dans lequel se trouvait encore trop de travailleurs des boîtes de sous-traitance, surtout les petites.

Yves LEPIC

Toulouse.

D'après une correspondance de

Abonnez vous aux publications du Parti communiste marxiste leniniste

Prolétariat

Prix 14 F
Passez vos commandes à Prolétariat - BP 320 13213
CCP - 2130 89 H (Marseille)

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

BIMENSUEL

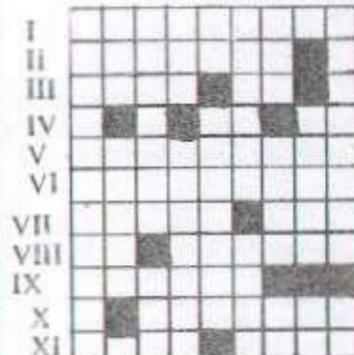
	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

FOYERS SONACOTRA
CONTRE LA REPRESSION
TOUS AU RASSEMBLEMENT
SAMEDI 18 NOVEMBRE
A 14 HEURES, METRO BARBES



Les mots croisés de Jean Hardy

1 2 3 4 5 6 7 8 9



HORIZONTALEMENT

I—Ses touches sont avantageuses. II—Crier comme un lapin. III—Grand port scandinave. Protège-doigt. IV—Grecque. Participe. V—Elles ont une ressemblance avec le verre. VI—Divertissement pour passer le temps. VII—Limon calcaire. Possessif. VIII—Parcours. Usent de bon sens. IX—Seront sans doute gâvés. X—Exterminé. XI—Ils ne travaillent pas dans le microsillon. Menue monnaie étrangère.

VERTICALEMENT

1—Brosses à bouteille. 2—Appel - Jamais entendu. 3—Se mange quand elle est bovine. Pillage. 4—Bravo pour une rivière. Tenons bon. 5—Préfixe. Ancienne Iranienne. 6—Intermédiaire. Nouveau au Kremlin. 7—Époque. Propage. Adverbe. 8—Près de Rennes. Possessif. 9—Font bon marché des principes. Pronom personnel.

Solution du problème n°1

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX
1	S	I	T	E	S	I	B	O	
2	I	N	S	T	A	L	L	E	R
3	N	O	E	C	O	L	E	S	
4	G	U	E	R	R	I	E	R	E
5	A	I	N	E	N	E	C		
6	P	E	L	E	A	R	C		
7	O	B	L	I	V	I	E	R	
8	U	R	I	D	E	L	A		
9	R	E	S	T	A	U	R	E	S

La loi d'orientation en faveur des handicapés

Vivre avec 50 % du SMIC !

La loi d'orientation en faveur des personnes handicapées, date maintenant de trois ans. Aujourd'hui, nous commençons à connaître les mesures concrètes découlant de cette loi.

Dès l'enfance, le jeune handicapé est fiché et orienté dans un centre spécialisé par la Commission départementale d'éducation spécialisée (SDES). Ses membres sont nommés par le préfet et les décisions, imposées aux parents en dehors d'eux, sont sans appel. Si les parents veulent passer outre, la CDES menace de supprimer l'allocation d'éducation spécialisée d'environ 220 F par mois.

Pris en charge de la naissance jusqu'au travail

A 20 ans, le jeune sera orienté par la COTOREP (Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel). La loi lui permet de débiter son apprentissage jusqu'à 23 ans, de prolonger sa période d'apprentissage d'un an. Après quoi, s'il n'accepte pas son orientation dans le CAT (Centre d'aide par le travail), choisi par la commission, il perdra son allocation ! (maximum 1 700 F par mois).

Quelle intégration ?

Intégration au capitalisme, mais exclusion des circuits normaux, car les institutions spécialisées s'avèrent plus rentables, plus aptes à réaliser la surexploitation maximale.

En effet, la loi d'orientation renforce la sous-prolétarianisation de la main-d'œuvre handicapée. Elle fixe à 90 % du SMIC le *salair maximum* en atelier protégé et à 70 % du SMIC en CAT. Avec le complément versé par l'État, on ne peut espérer toucher plus de 130 % du SMIC en atelier protégé et plus de 110 % en CAT.

Dans la réalité, les *salaires moyens* sont de 1 000 F en atelier protégé et de 500 F en CAT.

Il faut savoir qu'environ 3 000 personnes sont employées dans les ateliers protégés et 20 000 dans les CAT. Dix mille seulement sont employées dans le secteur non-protégé où la loi garantit des ressources égales à 80 % du SMIC plus un complément, soit 130 % du SMIC.

La loi encourage les patrons à aménager des ateliers protégés au sein même de leurs entreprises. Par ail-

Segrégulée

Avec cette loi apparaît une nouvelle définition du handicapé : « Est handicapé finalement toute personne qui se trouve ségréguée, soit de son propre fait, soit de celui de la collectivité » (signée Lenoir, secrétaire d'État au ministère de la Santé).

Ségrégue signifie : « En dehors des normes de la société capitaliste ». Avis aux chômeurs, marginaux, mécontents.

leurs, elle libère de l'obligation d'employer 3 % du personnel handicapé (loi de 1957, l'employeur qui fournit du travail en sous-traitance aux CAT ou aux ateliers protégés ou même simplement qui achète leur production).

La sous-traitance est d'un grand bénéfice pour les patrons : ils n'ont aucune charge sociale, tout est payé par la direction de l'atelier. En cas de récession économique, ils retirent leur sous-traitance sans avoir à payer d'indemnités de licenciement. Dans ces ateliers, le droit syndical n'est pas reconnu, ce qui permet aux patrons de les utiliser pour briser les grèves.

Garantie de ressources ou garantie de misère ?

La « garantie de ressources », c'est en réalité pour un travailleur handicapé l'interdiction de gagner plus de 70 % ou 90 % du SMIC selon qu'il travaille en CAT ou en atelier protégé. Ainsi, les travailleurs du CAT de Besançon qui, après une longue grève, avaient obtenu d'être payés au SMIC, se sont retrouvés hors la loi : ils gagnaient trop d'argent !

Pour ceux qui ne travaillent pas (il y a 350 000 handicapés en état de travailler aujourd'hui qui sont sans emploi en France), ils devront vivre avec 50 % du SMIC, à condition que leur conjoint gagne moins de 16 400 F par an (somme plafond s'ils n'ont pas d'enfants).

Le droit de vivre ne se mendie pas, il se prend !

Correspondant HR



Revendications des organisations de défense des handicapés

- Abrogation de la loi d'orientation ;

- Mise en place de moyens d'indépendance physique et d'indépendance financière (ressources basées sur les besoins réels des handicapés et ne pouvant être inférieures au SMIC syndical) ;

- Suppression de tous les ghettos où les handicapés sont parqués malgré eux, aménagement de postes de travail en secteur normal, mêmes droits en secteur protégé qu'en secteur de travail normal ;

- Orientation et formation librement choisies par l'intéressé ;

- Droit à l'enseignement dans des structures non-ségrégatives ;

- Suppression du fichage et destruction des fichiers existants ;

- Véritable consultation des intéressés pour toutes les décisions les concernant ;

- Une véritable politique de prévention du handicap, ce qui implique, entre autres, une lutte contre les cadences et les rendements, ainsi qu'une mise en place d'une véritable médecine préventive.



C'est le dernier film des studios Idefix de Neuilly. Ces studios avaient été créés par Goscinny, Uderzo et Dargaud, mais il y avait un désaccord entre les créateurs d'Astérix et l'éditeur Dargaud. La mort de Goscinny a précipité la rupture. Le studio Idefix employait cinquante personnes, il était doté d'un technique avancée. Les caméras étaient commandées par ordinateurs, avec console de mixage de plus de vingt pistes pour les effets sonores. C'était le seul studio long métrage en France. C'est aux studios de Belvision en Belgique qu'avait été tourné Astérix et Cléopâtre. La ballade des Dalton a coûté 15 millions de francs ; les producteurs sont très réticents pour investir dans le film d'animation. Ici, comme pour le cinéma classique, les Européens se battent contre la suprématie des USA. Ils ne sont pas compétitifs à côté de la grosse machine de Walt Disney qui est quasiment en position de monopole. Il faut noter aussi l'im-

portance des dessins animés venus de l'Est.

Un pays du tiers monde, la Chine, a toujours été un haut lieu du dessin animé. Dès 1924, à Changai. Depuis la Révolution, le dessin animé s'y développe au rythme de vingt films par an (ce qui est énorme pour un pays du tiers monde). La Chine ne base pas son développement artistique sur la loi du profit, mais sur l'intérêt des travailleurs. Les Chinois s'appuient sur leurs traditions artistiques très riches. Ils font du dessin animé « classique » : « Le petit clairon », « La sorcière », mais aussi des marionnettes filmées, des lavis (encre de Chine à l'eau) animés, des papiers découpés animés etc.

Malheureusement, alors que les circuits commerciaux sont inondés de production des USA ou des pays de l'Est, il est très difficile de trouver des films chinois dans nos salles.

Léon Cladel

Les dessins qui bougent

Le dessin animé est issu de la bande dessinée et du cinéma et de leur conjugaison. On décompose, image par image un mouvement à l'aide de centaines de dessins, puis on en fait la synthèse avec la caméra. C'est Émile Cohl et les frères Lumière avec leur caméra qui ont réalisé le premier dessin animé. La réalisation exige un personnel nombreux et qualifié : dessinateurs, traceurs, gouachistes, intervallistes, peintres de décors, animateurs, caméramen, monteurs, bruiteurs. Plus que le cinéma classique, le dessin animé nécessite beaucoup de capitaux. De plus, vu les délais de production, très longs, les capitaux sont immobilisés pendant deux ou trois ans. Ceci explique le fait qu'il y ait très peu de longs métrages. Souvent les dessins sont baclés ou sommaires. On limite le nombre de dessins pour économiser. Résultat, les mouvements sont saccadés au lieu d'être coulants pour les « 12 travaux d'Astérix » il n'a pas fallu moins de cinq cent mille dessins pour aboutir à trente milles images. « La ballade des Dalton » a coûté quinze millions de francs.

La ballade des Dalton

Lucky Luke, c'est le rival de Tintin. Les quatre frères Dalton lui prennent la vedette dans le film « La ballade des Dalton ».

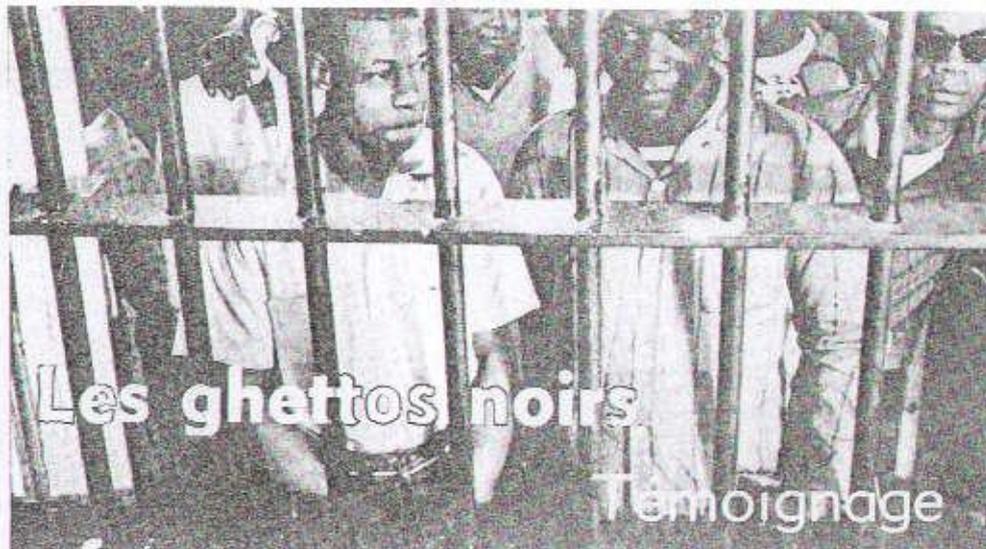
Les quatre bandits, aussi bêtes que méchants, apprennent que leur oncle est mort, de mort naturelle (c'est-à-dire pendu). Il a fait un testament dont les Dalton pourront profiter le jour où il auront liquidé les huit jurés qui l'ont condamné à mort. C'est Lucky Luke, quand même, qui sera garant que la condition a été remplie. « La ballade des Dalton » sera, en fait, la chasse aux jurés. Cette ballade sera formée de nombreux gags, chaque juré est un des types de l'Ouest qu'on retrouve dans les albums de Morris qui sont souvent des parodies : la « diligence » était une parodie de la « Chevauchée fantastique ». Le héros du « chasseur de primes » ressemblait à Lee Van Cleef, le « pied tendre », lui, avait la tête de David Niven. Les quatre Dalton se raient-ils les « Sept mercenaires » de Goscinny ?

Rantanplan, quant à lui, est l'anti-Rintintin. C'est le chien qui n'a pas de flair qui se trompe toujours de film et de page dans le film.

On peut seulement regretter que les décors ne soient pas toujours à la hauteur de l'animation qui est très réussie.

Les petites filles de la steppe, dessin animé chinois.





31 juillet 1972 : un DC8 qui fait la liaison Détroit-Miami est détourné, destination Alger. Les détournements sont fréquents à cette époque, notamment des USA vers Cuba. Mais celui-ci a une signification particulière. Il est opéré par trois jeunes hommes noirs et deux femmes noires accompagnées de leurs trois enfants. Aucune violence n'est exercée, les passagers sont débarqués à Miami ; certains d'entre eux ne cachent pas leur sympathie à nos héros. Un million de dollars sont embarqués qui devront être remis aux Panthères noires.

26 mai 1976 : quatre d'entre eux (les deux couples) sont arrêtés par la police française et écroués à Fleury-Mérogis. Novembre 1976 : la demande d'extradition américaine est rejetée. Mais le 20 novembre prochain, un tribunal devra juger en cour d'assises d'une infraction commise aux USA et pourtant déjà reconnue comme un acte politique...

Et nous voici face à un livre fascinant de simplicité, de vérité et qui nous laisse abasourdis devant la dureté des faits. Quatre témoignages différents mais complémentaires. Et ne nous y trompons pas : il n'y a pas plusieurs sortes de racisme.

La violence qu'il atteint aux USA, produit d'une déjà longue histoire, il peut l'atteindre, il l'atteint chez nous : les sévices endurés à Toulouse par Ali Abdoul nous le rappelaient très récemment. Mais il s'exerce là-bas sur les millions d'êtres à qui, quotidiennement, dès le plus jeune âge, on veut inculquer de force qu'« être noir ce n'est pas être véritablement humain ».

Alors quelle issue ? Si ce n'est rejoindre ceux qui, à l'époque, représentent l'espoir, le gage d'une dignité reconquise : les Panthères noires. Or, ceux-là même appellent à quitter l'Amérique et à venir les rejoindre à Alger. La trahison de cet espoir est, en soi, une autre histoire, mais Melvin Mac Nair souligne combien elle les a marquées.

Les ghettos noirs

Mais revenons à la réalité des faits. Celle des ghettos noirs d'abord, même (peut-être surtout) dans les cités faussement réputées pour leur « libéralisme », telles Philadelphie, l'ancienne capitale des quakers,

celle de la misère, de l'alcoolisme, de l'overdose courante, des taudis infestés de rats, de la faim, du vol, de la présence d'une police féroce et impunément raciste, des rayons puissants envoyés d'hélicoptères et qui fouillent l'intimité des logements.

Réalité de la discrimination raciale dès l'école, des trajets de vingt-cinq kilomètres et plus qu'on fait subir à des pauvres gosses abrutis de sommeil (ils se lèvent à 4 heures du matin) et qui passent devant les écoles blanches toutes proches.

Réalité de l'armée, été de la chair à canon dans des guerres contre d'autres peuples « non-blancs ». Réalité d'une justice fausement démocratique dont tout le fonctionnement sert à écraser le Noir, avec son système de caution, qu'il ne peut verser la plupart du temps, de désignation du jury dont on fait en sorte que la majorité soit blanche, de possibilité de mandat d'arrêt, qui peut maintenir la victime en prison très longtemps.

Réalité de la présence constante du Ku Klux Klan dont nous croyons trop souvent qu'il relève du folklore historique. Réalité des prisons américaines, de la bestialité des gardes-chiourmes, du règne constant de la terreur, des assassinats provoqués pour se débarrasser des organisateurs de révoltes.

Réalité du chômage qui touche un travailleur noir sur quatre, sept jeunes noirs sur dix, avec toutes les conséquences, démesurément amplifiées encore par le racisme.

Un enfer

Toutes ces réalités accumulées font de la vie de millions de femmes noires un véritable enfer, alors qu'elles se retrouvent le plus souvent seules à élever leurs enfants. Et, réalité qui dépasse peut-être les autres en atrocité, réalité quotidienne du viol, dès le plus jeune âge.

Il faut lire, faire lire ce terrible réquisitoire. Les « Quatre de Fleury » ne sont pas des terroristes. Ils ne cherchent pas à justifier leur acte, ils pensent même qu'il était erroné. Mais ils le revendiquent, car il y va de leur quête farouche de la dignité pour eux et pour tous les Noirs des USA.

Il nous est possible de leur exprimer notre solidarité en leur écrivant, en veillant à populariser les initiatives jugées utiles par le comité de soutien, en étant nombreux à leur procès dont la date sera précisée dans nos colonnes.

Joel Fabien.

UN LIVRE A LIRE ET A FAIRE CONNAITRE.



Melvin Mac Nair, 30 ans, né à Greenstirl (Caroline du Nord).

Étant donné notre isolement aux États-Unis et notre idéologie bâtie par nous-mêmes, nous étions très désorientés dans nos discussions politiques avec les Panthères. Ils lançaient des termes que nous ne comprenions pas. Nous ne connaissions aucun des concepts politiques de base. Nous nous plongeâmes donc dans l'étude de la théorie marxiste-léniniste, ce qui amena à de longues heures de discussion et à de nombreux fous rires à propos de la « potion de sorcière » que nous avions concoctée pour en faire notre idéologie, là-bas à « Babylone », comme les Panthères appelaient les États-Unis.

Je me souviens qu'un jour où nous n'étions pas d'accord sur la signification du socialisme – nous ne savions pas vraiment ce que c'était, sinon que nous combattons pour ça, car ainsi nous obtiendrions une existence meilleure – nous avons demandé à Cleaver de nous l'expliquer clairement. Il nous répondit que nous allions probablement penser qu'il ne faisait pas son travail de révolutionnaire, mais qu'il n'avait pas le temps pour ça. Au lieu de perdre notre temps à ça, nous devrions songer à notre départ.

Joyre Tillerson, 27 ans, née à Spartenburg (Caroline du nord), un enfant.

« Un beau matin d'avril 1968, au collège, on nous ordonna par haut-parleur de nous rendre dans nos classes. Une fois arrivés, notre professeur nous a dit que Martin Luther King était mort, qu'il avait été tué le matin même. Personne ne voulait le croire, cela devait être une erreur. Puis ils mirent la radio à fond dans le haut-parleur et le bulletin d'information dit qu'à Memphis dans le Tennessee, où se déroulait une grève des éboueurs, on avait tiré sur Martin Luther King et qu'il était mort. On nous dit de rentrer chez nous et de rester calmes, de ne faire aucune manifestation. Partout c'était le silence. Aussitôt des cars de policiers commencèrent à investir les alentours. Je ne me souviens pas d'avoir vu une seule personne pleurer. Seul, le silence.

Dès 1968, la plupart d'entre nous, les jeunes Noirs, nous ne croyions déjà plus qu'un changement en Amérique viendrait par la non-violence et la persuasion morale, telle que le Dr King l'avait prêchée. Car les tenants du racisme n'avaient pas une morale qui les rende sensibles à l'intérêt d'autrui. Mais nous avions cependant du respect pour le Dr King. »

Georges Brown, 34 ans, né à Elizabeth (New-Jersey)
« J'étais devenu l'une des nombreuses victimes du STRESS. Le STRESS était une brigade spéciale de policier qui s'habillaient comme des passants ordinaires pour pouvoir se mêler à la foule (pourtant la plupart des agents du STRESS étaient blancs et ils travaillaient surtout dans les quartiers noirs) ; ou bien ils se déguisaient en victimes faciles, comme par exemple une femme ou une personne sans défense, pour que quelqu'un qui passerait là par hasard se laisse prendre au piège et soit tenté d'abuser d'eux.

J'ai eu plus de chance que la plupart des victimes du STRESS. J'ai survécu. Le STRESS représentait moins de 1 % du total des effectifs de la police de Détroit, mais était responsable de 39 % des homicides. Les vingt-deux meurtres (dont vingt et un de Noirs) auxquels le STRESS a été mêlé ont un certain nombre de points communs : 1) les victimes sont souvent ivres et toujours en nombre inférieur aux attaquants ; 2) la police affirme l'existence et l'utilisation d'armes mortelles, en général des couteaux ; 3) la police a rarement pu produire ces armes comme pièces à conviction ; 4) les témoins d'agissements



illégaux du STRESS sont souvent intimidés et menacés : 5) comme dans mon cas, des accusations fausses et malveillantes sont souvent portées contre les survivants innocents des fusillades du STRESS (*)

Etre Noir

Il y en a qui diraient
Quel lourd fardeau tu es
Moi je dis
C'est une joie d'être noir
Il y en a qui diraient
Une lourde chaîne te retient
Moi je dis
C'est un peuple qui pousse pour naître
Et qui jamais ne reviendra
Sur ses pas
Des voix, des millions
Qui exigent d'être entendues
Des intelligences, des millions
Qui refusent le refus
Toujours pousser
Jamais satisfaits
Jusqu'à ce que notre humanité
Ne soit plus déniee
Lutter toujours
Pour donner
Lutter toujours
Pour vivre
Pousser toujours
Vers quelque chose de meilleur
Travailler toujours

Nous noirs américains.

Pour briser les chaînes
Refuser les tentatives
D'écrasement
Assurer la venue
Du changement
Notre histoire
Chants de vie qui engendrent l'avenir
Nos vies... nous sommes demain
Le meurtre
Pour nous retenir d'avancer
L'organisation
Et nous fleurirons la vie de nos morts
Tout un peuple qui refuse d'être effacé
Amérique
Aussi longtemps que nous vivrons
Nous serons toujours là
Pour te pousser vers la vie.

Jean Carol Mc Nair
Maison d'arrêt de Fleury-Mérogis,
France. Juillet 1976

Jean
Carol
Nair,
32 ans
née a
Winston
Salem
(Caroline
du Nord)
2 enfants

Emile Drouillas dit «Laporte»

Deux femmes, membres du PCF, se souviennent et racontent simplement — souvent de façon émouvante — ce que fut le combat de leur père, Emile Drouillas, militant et cadre du Parti communiste jusqu'à sa mort à Auschwitz en 1942. Ce livre est écrit pour la mémoire des travailleurs, pour qu'ils connaissent ce que fut la vie d'un homme et de son parti.

Né avec le siècle, Emile Drouillas, fils de petit paysan, est obligé de quitter son Limousin natal pour aller vendre sa force de travail : il part pour Reims.

A l'aube du Parti

Rencontre du syndicat, puis rencontre du socialisme : en 1921, il choisira de rejoindre le Parti communiste. L'été il s'embauche à Reims, l'hiver il revient parmi les siens dans le Limousin, il y fonde même une cellule.

La clandestinité

Drouillas dirige bientôt le journal *L'exploité* qui, comme tous les journaux du Parti, dénonce l'utilisation de l'armée comme moyen de réprimer les grèves et s'oppose à l'appel des réservistes au moment de la guerre du Maroc. C'est la première fois qu'un parti français se mobilise en entier contre la guerre coloniale.

Bientôt la répression s'abat sur *L'exploité* et son gérant : Drouillas est condamné à une forte amende et à huit mois de prison ferme. Pas question de se laisser ramasser : il change son nom. Il s'appellera désormais Marcel Laporte, il se teint les cheveux et s'installe à Saint-Jean-de-Luz. Le 9 mars 1928, il revient chez lui. Sa femme vient de mourir et on l'enterre le jour-même. Il se rend au cimetière. La police est là qui a suivi le convoi et qui garde la porte : Drouillas doit «faire le mur» pour leur échapper.

En Ille-et-Vilaine

La répression frappe aussi à Rennes. Le dirigeant régional de l'Ouest vient de trahir : Carré, en plein procès, déclare qu'il quitte le PCF. Plus, il écrit une longue série d'articles dans *L'Ouest-Éclair* (l'ancêtre de *Ouest-France*) où il attaque rageusement

son ancien parti, où il étale complaisamment tous les secrets du parti (le nombre et la répartition des membres, cellule par cellule, l'organisation dans l'armée).

Les efforts de Louise Bodin, la fondatrice et la première dirigeante du PCF à Rennes, sont en partie annulés par cette douloureuse affaire. C'est dans cette situation difficile que le PCF envoie Emile Laporte (il vivra à Rennes sous ce pseudonyme jusqu'en 1933 !).

La tâche est difficile : il faut sauver le journal, il faut édifier le Parti. Il est permanent du Parti dans des conditions très difficiles, le siège a brûlé, l'argent manque. Laporte et sa famille sont bien souvent obligés de se faire héberger par des camarades.

Peu à peu, le Parti s'édifie malgré la répression et les provocations. Les syndicats prennent de l'assurance. On souscrit pour bâtir «une maison du peuple».

Du Front populaire à la déportation

En juin 1936, pour la première fois, les ouvriers rennais se mettent en grève et occupent leurs entreprises. Avec le Front populaire, le Parti progresse et crée de nouvelles cellules d'entreprise (en plus des cellules cheminotes, seules cellules réellement actives jusque là).

Des ouvriers de Rennes s'engagent dans les Brigades internationales. Sur place, on organise la solidarité avec l'Espagne républicaine. A Rennes, comme partout, seul le PCF dénonce la trahison de Munich. Drouillas, redevenu ouvrier, est licencié pour fait de grève en novembre 1938. Les événements se précipitent. Le 3 septembre 1939, la guerre est déclarée, le PCF est dissout. Les files perquisitionnent chez Drouillas, alors

secrétaire régional du PCF, mais le laisse en liberté. Emile se mobilise, puis après la défaite, il rejoint Rennes et reprend ses responsabilités.

Dès cette époque, avec Auguste Havez, il coordonne les premières actions clandestines (en opposition, semble-t-il, avec la direction centrale du PCF).

Le 30 juin 1941, peu après l'invasion de l'Union soviétique, les Allemands le prennent. Après avoir séjourné dans des camps en France, il est déporté à Auschwitz où il meurt en septembre 1942.

Aujourd'hui, ses enfants se souviennent. Elles nous parlent d'un militant, de son action pour édifier un parti réellement révolutionnaire. Elles nous parlent de son combat contre la répression bourgeoise contre le fascisme et cela jusqu'au don de sa propre vie.

Yannick Dugorn

Jeanne Roquier-Drouillas et Renée Théodoret-Drouillas : «Emile Drouillas, dit Laporte», 224 pages, édité à compte d'auteur. Pour se procurer ce livre, écrivez à «Les amis de l'Humanité rouge», BP 671 35006 Rennes-Cofex, 32€ (port en plus).



A Rennes en juin 1936, les ouvriers rennais occupent leurs entreprises, Emile participe à la création de nouvelles cellules.